



La Stratégie et le Plan d'Action Genre de la CEDEAO pour la Réduction des Risques de Catastrophe

28 avril 2020



Discours de cloture du Commissaire de la CEDEAO

À l'occasion de ...

L'Atelier de Validation Régional pour la Stratégie et le Plan d'Action Genre 2020-2030 de la CEDEAO pour la Réduction des Risques de Catastrophe Dakar, Sénégal, 11-12 Février 2020

Merci beaucoup d'être venu à l'atelier de validation régional pour la *Stratégie et le Plan d'Action Genre 2020-2030 de la CEDEAO pour la Réduction des Risques de Catastrophe*.

Cette événement a eu lieu à un moment opportun et crucial.

Nous savons bien que les catastrophes ont des effets différents entre les hommes et les femmes : il est maintenant temps pour nous de veiller à ce que tous nos efforts, tous nos financements, tous nos programmes, TIENNENT COMPTE DU GENRE.

Au cours des deux derniers jours, nous avons travaillé ensemble pour tracer la voie à suivre. Comme nos partenaires de la Banque Mondiale l'ont dit au début : cette stratégie et ce plan d'action désormais nous appartiennent. Nous ne voulons pas qu'ils restent sur une clé USB... alors prenons-les, rapportons-les à nos pays membres respectifs et faisons en sorte qu'ils reflètent nos priorités et défis nationaux.

Je suis heureux de noter que de nombreux exemples de bonnes pratiques ont été recueillis au cours de la phase de préparation de cette stratégie - notre région, nos États membres sont des pionniers des approches sensibles au genre : Avant, Pendant et Après que les catastrophes se produisent. Il y a de quoi être fier. Comme Dr Sintiki l'a mentionné au début de la réunion, pour la première fois, nous avons des points focaux Genre et RRC travaillant de concert.

En tant que la CEDEAO, nous continuons d'être des leaders sur le continent pour une gestion des risques de catastrophe EFFICACE et INCLUSIVE, qui, par définition, DOIT ÊTRE sensible au genre.

Nous pouvons commencer dès maintenant. Demain, nombre d'entre vous nous rejoindront à la réunion sur la gestion des inondations. Faisons-en sorte d'aborder ce travail dans une optique de genre. Ce n'est pas sorcier, il s'agit simplement d'une approche améliorée : une gestion efficace des risques de catastrophe nécessite que nous considérions les besoins des Femmes et des Hommes, des Filles et des Garçons.

Allons de l'avant et travaillons ensemble en tant que professionnels, hommes et femmes. Selon les mots de Wangari Maathai :

"Vous ne pouvez pas le faire seul. C'est un travail d'équipe. Lorsque vous le faites seul, vous courez le risque que, lorsque vous n'êtes plus là, personne d'autre ne le fasse."

Je vous remercie de votre attention.

Dr Siga Fatima Jagne
Commissaire aux Affaires Sociales et Genre

TABLE DE MATIERES

LISTE D'ACRONYMES	ii
SOMMAIRE EXÉCUTIF	iii
DÉFINITION CLÉS DU GENRE ET DE L'ÉGALITÉ ENTRE SEXES	iv
1. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE	1
2. RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE SENSIBLE AU GENRE	2
3. POLITIQUE ET INSTITUTIONS DE LA CEDEAO POUR LE GENRE, ET LA RRC	5
3.1 Acte Additionnel de la CEDEAO Relatif à l'Égalité de Droits entre les Femmes et les Hommes .	6
3.2 Politique Genre de la CEDEAO 2005	6
3.3 Autres Politiques Connexes	6
3.4 Centre de la CEDEAO pour le Genre et le Développement (EGDC)	7
4. PRIORITÉS DE LA CEDEAO EN MATIÈRE DE RRC RÉPONDANT AU GENRE	8
4.1 Principales Conclusions sur la Situation Actuelle du Genre et de la RRC dans la CEDEAO	8
4.2 À Quoi Ressemble la RRC Sensible au Genre ?	11
Comment Élaborer un Plan d'Action Sensible au Genre	11
Comment Mettre en Oeuvre un Plan d'Action Sensible au Genre	15
RRC Sensible au Genre: Politiques et Législation	15
RRC Sensible au Genre: Programmation Inclusive	16
RRC Sensible au Genre: Analyse de Genre et Compréhension de la Nature du Risque selon le Genre	18
RRC Sensible au Genre: Reconstruire en Mieux et Encourager Participation des Femmes à la Prise de Décision	18
5. PLAN D'ACTION DE LA CEDEAO sensible au GENRE 2020-2030	19
L'ANNEXE DU SPAG RRC DE LA CEDEAO	31
ANNEX A : PROFIL DE RISQUE RÉGIONAL SENSIBLE AU GENRE	32
ANNEX B : CADRES GLOBAUX ET CONTINENTAUX POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET LA GRC TENANT COMPTE DES SEXOSPECIFICITÉS	37
Cadres Globaux	37
Cadres Continentaux	37
ANNEX C : POLITIQUES NATIONALES À L'APPUI DU GRC, DU GENRE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	41
ANNEX D : CONSULTATIONS DES PARTIES PRÉNANTES DE LA CEDEAO	45
Bibliographie	49

LISTE D'ACRONYMES

ACP	Groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ADUA-NEPAD	Agence de Développement de l'Union Africaine Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CCA	Adaptation au Changement Climatique
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communauté Économique Régionale
CEREEC	Centre de la CEDEAO pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique
CSRRC	Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe
CILSS	Comité Permanent Inter-États de Lutte Contre La Sécheresse au Sahel
CORAF	Conseil Ouest et Centrafricain pour la Recherche et le Développement Agricoles
ECOWARN	Réseau d'Alerte Rapide et de Réponse de la CEDEAO
EGDC	Centre de la CEDEAO pour le Genre et le Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GFDRR	Facilité Mondiale pour la Réduction des Catastrophes et le Relèvement
GRDRR SAP	Plan Stratégique et Plan d'Action pour la Réduction des Risques de Catastrophe Sensible au Genre
GRC	Gestion des Risques de Catastrophe
ICRISAT	Institute International de Recherche sur les Cultures en Zones Tropicales Semi-Arides
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
MDTF	Fonds Fiduciaire Multi-Bailleurs
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
ODD	Objectifs de Développement Durable de ONU
OING	Organisations Internationales Non Gouvernementales
OMC	Centre d'Observation et de Suivi
ONU	Nations Unies
ONU FEMMES	Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes
PADEP	Programme pour la Paix et le Développement
PDNA	Évaluation des Besoins Post-Catastrophe
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme de Développement des Nations Unies
POA	Plan d'Action
PPAAO	Programme de Productivité Agricole de l'Afrique de l'Ouest
R2	Zone de Résultat 2
RRC	Réduction des Risques de Catastrophe
SE4All	Énergie Durable pour Tous
SPA	Stratégie et Plan d'Action
SPAG	Stratégie et Plan d'Action Genre
UE	Union Européen
VBG	Violence Basée sur le Genre
WASCAL	Centre de Services Scientifiques Ouest-Africains sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres
WASH	Eau, Assainissement et l'Hygiène

SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'incidence des événements météorologiques extrêmes et des catastrophes dans la région de la CEDEAO a considérablement augmenté au cours des quatre dernières décennies, menaçant les progrès socio-économiques. À ce titre, les États membres et la Commission ont intensifié leurs interventions avant, pendant et après les catastrophes ; ainsi que le développement de mécanismes de coordination régionale dans un contexte où la météo ne respecte jamais les frontières nationales. Pour renforcer cette approche et assurer une assistance adéquate à tous, les politiques de la CEDEAO ont de plus en plus souligné comment les risques et les impacts associés aux catastrophes et aux aléas climatiques ne sont pas également répartis dans la société. Pour répondre à ces nuances essentielles, la CEDEAO a soutenu l'analyse sexospécifique des risques de catastrophe, pour mieux comprendre les capacités différentielles et les défis auxquels sont confrontées par les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

La Stratégie et le Plan d'Action Genre 2020-2030 de la CEDEAO pour la Réduction des Risques de Catastrophe (SPAG RRC de la CEDEAO 2020-2030) est un aspect essentiel de ce travail et vise à aider les États membres à renforcer leur résilience face aux risques naturels qui englobe tous les segments de la société. Alors que le plan d'action s'appuie sur les activités de GRC convenues par les États membres¹ en veillant à ce que le langage utilisé soit sensible au genre ; c'est dans la stratégie que nous apprenons *comment* le faire. En utilisant des exemples de bonnes pratiques de mise en œuvre sensible au genre dans toute la région, nous soulignons que considérer le genre ne consiste pas à cocher une case ; mais plutôt à voir les choses d'une manière différente – à l'aide d'une lentille de genre. Ces exemples de nos États membres illustrent la manière dont une perspective de genre peut être appliquée aux activités déjà planifiées pour garantir qu'elles répondent pleinement aux besoins de toutes nos communautés, dans toute leur complexité. Le résultat ultime sera des vies sauvées, car nous veillons à ce que les femmes et les hommes soient à la fois aidés et habilités à gérer les catastrophes naturelles.

Le SPAG RRC de la CEDEAO a été élaboré en utilisant une approche collaborative basée sur une consultation inclusive avec un éventail de parties prenantes régionales, nationales et infranationales du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et d'instituts universitaires. La stratégie globale et les actions associées sont fondées sur une analyse de genre portant sur la Commission de la CEDEAO et les États membres, basée sur des recherches documentaires, des entrevues en face à face et des consultations à distance avec le personnel de la Commission de la CEDEAO, les points focaux RRC et genre des États membres, ainsi que d'autres acteurs gouvernementaux, du secteur privé et non gouvernementaux. Dans le cadre du développement du SPAG, la CEDEAO a suscité de nouvelles collaborations en réunissant pour la première fois les points focaux RRC et genre des États membres. Cette pollinisation croisée des idées et des expériences a construit une base solide pour la collaboration pluridisciplinaire essentielle et continue.

Grâce à ces interactions, les représentants des États membres ont vu que, bien que le contexte national soit important, toute bonne RRC doit commencer par une compréhension claire des besoins des communautés et travailler à partir de ces connaissances pour développer des réponses efficaces et inclusives.

¹ Le SPAG de la CEDEAO sur la RRC est un document complémentaire au Plan d'Action de la CEDEAO pour la RRC 2015-2030, qui décrit les activités et les livrables à développer et à mettre en œuvre en alignement avec les stratégies existantes de la CEDEAO, de l'Union Africaine (UA) et internationales ; à savoir l'Agenda 2063 de l'UA et le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe (CSRRC). À cela s'ajoute une lentille de genre, issue de la Stratégie 2018-2028 de l'Union Africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE), et de la Politique de Genre de la CEDEAO 2005 et de la Loi Complémentaire CEDEAO sur l'Égalité des Droits entre les Femmes et les Hommes pour le Développement Durable dans la Région du CEDEAO 2015.

DÉFINITION CLÉS DU GENRE ET DE L'ÉGALITÉ ENTRE SEXES

La Commission de la CEDEAO continue de démontrer son engagement en faveur du genre en complétant son cadre institutionnel par des stratégies, des politiques, des lois et des actions. Le SPAG RRC de la CEDEAO garantit que le genre est intégré dans l'engagement de la sous-région pour la réduction des risques de catastrophe - conformément aux engagements mondiaux, régionaux, et sous régionaux en faveur de l'égalité des sexes.

Terme	Définition
Action Positive	Un programme ou une mesure de l'orientation qui cherche à corriger les discriminations passées ou présentes en adoptant des mesures actives, pour assurer l'égalité des chances dans tous les domaines de la vie.
Discrimination	Forme de distinction, d'exclusion ou de restriction visant à porter atteinte ou à annuler la reconnaissance des droits de l'homme et des libertés politiques, économiques, sociales, culturelles ou civiles fondamentales ou autres, ou à menacer la jouissance ou l'exercice des droits de l'homme et libertés par tout individu
Genre	Les rôles, devoirs et responsabilités que la culture et la société attribuent aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, qui changent au fil du temps et de l'espace
Changement Climatique	Toutes les variations des caractéristiques climatiques d'un lieu donné dans le temps : réchauffement ou refroidissement, ainsi que certaines formes de pollution de l'air résultant d'activités humaines qui menacent de modifier sensiblement le climat, entraînant un réchauffement planétaire.
Égalité des Sexes	La jouissance égale des droits et l'accès aux ressources des femmes, des hommes, des filles, et des garçons dans tous les domaines de la vie
Équité entre les Sexes	La répartition équitable des avantages, des récompenses et de toutes les opportunités entre hommes et femmes, filles et garçons, basée sur le respect de leurs différences
Parité	Fait référence à toutes les mesures visant à assurer une participation égale des femmes dans la sphère politique, dans le domaine de l'emploi (accès à une profession, égalité des chances de recrutement, emploi et égalité de rémunération, salaire égal) et en termes de représentation aux plus hauts niveaux de direction d'entreprises et d'institutions
Intégration des Questions de Genre	Un processus d'identification des disparités entre les sexes visant à garantir que les préoccupations et les expériences des femmes, des hommes, des filles et des garçons soient prises en compte dans leur ensemble dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines afin de garantir des avantages égaux pour tous
Violence Basée sur le Genre	Toutes sortes d'actes perpétrés contre des femmes, des hommes, des filles et des garçons en raison de leur sexe, causant ou susceptibles de causer des dommages physiques, sexuels, psychologiques ou économiques, y compris la menace de recourir à de tels actes ou le fait d'imposer des restrictions arbitraires ou la privation de droits fondamentaux les libertés dans la vie privée ou publique en temps de paix et pendant les périodes de conflits armés ou non armés
Sexe	Les différences biologiques entre les femmes et les hommes

Source: Acte complémentaire de la CEDEAO relatif à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans la région de la CEDEAO (2015)

1. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE

Reflétant une tendance mondiale, l'incidence des événements météorologiques extrêmes et des catastrophes en Afrique de l'Ouest a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies et cette tendance devrait se poursuivre dans le contexte du changement climatique.² Les risques de catastrophe réels et potentiels restent un sérieux défi pour le développement socioéconomique inclusif, la paix et la sécurité dans la région et dans un avenir prévisible.

Les catastrophes n'affectent pas tout le monde de la même manière, leurs effets diffèrent en fonction des niveaux de vulnérabilité, qui varient selon les différentes facettes de l'identité sociale, comme le genre. Dans un monde inégalitaire, les femmes et les filles sont souvent les plus touchées par les effets des changements climatiques et des catastrophes.³ Sans considération expresse, les approches de la gestion des risques de catastrophe (RRC) et de l'adaptation au changement climatique (CCA) ont tendance à ignorer le genre. Par conséquent, les solutions échouent à reconnaître les différences sexospécifiques et ne sont donc pas efficaces, car elles courent le risque d'aggraver les inégalités et les disparités sexospécifiques entre les femmes et les hommes en termes de pauvreté, de travail et d'accès aux ressources.

Reconnaissant la nécessité d'une politique délibérée et d'interventions techniques pour remédier aux vulnérabilités différentielles des femmes, des hommes, des garçons et des filles avant, pendant et après une catastrophe, la CEDEAO, en coopération avec les États membres, a élaboré la Stratégie et le Plan d'Action Genre 2020-2030 de la CEDEAO pour la Réduction des Risques de Catastrophe (SPAG RRC de la CEDEAO 2020-2030). Bien qu'elle ait marqué son engagement à la fois pour la réduction des risques de catastrophe et le genre, la CEDEAO n'avait pas de stratégie et de plan d'action jusqu'à présent pour rapprocher les deux domaines, afin d'assurer une RRC sensible au genre. Le SPAG RRC de la CEDEAO est un document complémentaire au Plan d'Action de la CEDEAO pour la RRC 2015-2030 renforçant la stratégie existante avec des accords continentaux et régionaux sur le genre. Le plan d'action reproduit les quatre piliers stratégiques déjà adoptés (à savoir la compréhension des risques de catastrophe, le renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe pour gérer les risques de catastrophe, l'investissement dans la RRC pour la résilience et l'amélioration de la préparation aux catastrophes pour une réponse efficace et pour «reconstruire mieux» dans le relèvement, la réhabilitation et reconstruction). Il ajoute une perspective de genre à chaque activité sur la base de ces accords et fournit un cadre à travers lequel la RRC et les points focaux genre au niveau de la Commission et des États membres peuvent collaborer et travailler en partenariat pour assurer une RRC sensible au genre qui réduit le risque équitablement pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

² Scheuren, J-M.; le Polain de Waroux, O.; Below, R.; Guha-Sapir, D.; Ponserre, S. (2007) "Annual Disaster Statistical Review: The Numbers and Trends". Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED)

³ UNDP (2009). "Gender Equality and UNDP. Fast Facts." United Nations Development Programme.

2. RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE SENSIBLE AU GENRE

“Les pays qui ne promeuvent pas activement la pleine participation des femmes à l'éducation, à la politique et à la main-d'œuvre auront plus de difficultés que jamais à réduire les risques et à s'adapter au changement climatique”

Margareta Wahlström, Secrétaire général des Nations Unies (RSSG) pour la Réduction des Risques de Catastrophe

“Les femmes sont largement marginalisées dans l'élaboration des politiques de gestion des risques de catastrophe et des processus de prise de décision, et leurs voix ne sont pas entendues.”⁴

Les différences de vulnérabilité sexospécifiques reflètent les rôles et les comportements socialement et culturellement construits que nous attribuons aux femmes et aux hommes. L'annexe A présente un profil de risque sexospécifique pour la région de la CEDEAO.

Les femmes et les filles sont confrontées à un certain nombre de défis pendant le relèvement et la reconstruction en lien avec...

- VBG
- Moyens d'existence
- Régime foncier/ propriété foncière
- Perte d'éducation
- Mariages forcés et précoces
- Santé génésique
- Santé mentale
- Abri/logement
- Besoins médicaux
- Assurances

(La Stratégie Genre du GFDRR)

Les catastrophes affectent différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons en raison des inégalités entre les sexes causées par les conditions socioéconomiques, les croyances culturelles et les pratiques traditionnelles qui ont à plusieurs reprises désavantagé les femmes.⁵

Cela peut être dû à un certain nombre de facteurs, notamment les différences dans la façon dont les hommes et les femmes ont accès aux systèmes d'alerte précoce; la mesure dans laquelle l'information est nuancée selon le genre et le pouvoir décisionnel à l'intérieur du ménage sur le

moment et la manière d'évacuer.⁶ Certaines femmes peuvent avoir des limitations physiologiques qui peuvent entraver leurs chances de survie.⁷ De plus, par rapport aux hommes et aux garçons, les femmes peuvent rencontrer plus de difficultés à fuir avec leurs enfants ou des parents âgés en raison de leurs responsabilités en matière de soins ou lorsqu'elles sont enceintes.⁸ Les femmes sont généralement plus vulnérables que les hommes aux effets des catastrophes et des changements climatiques. La recherche montre que dans la plupart des situations de crise, les femmes et les enfants représentent la majorité des personnes touchées (par exemple, plus de 75 pour cent des personnes déplacées par des catastrophes, et généralement 70 à 80 pour cent de

⁴ UNISDR, UNDP and IUCN, *Rendre la Réduction des Risques de Catastrophe Sensible au Genre : Politiques et Directives Pratiques*, 2009, p. 24.

⁵ Eric Neumayer and Thomas Plümper, “La nature Sexospécifique des catastrophes naturelles: l'impact des événements catastrophiques sur l'écart entre les sexes dans l'espérance de vie, 1981–2002,” *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 97, issue. 3, 2007, pp. 551–566. Neumayer and Plümper ont analysé les catastrophes dans 141 pays et ont constaté que dans les pays où les femmes et les hommes jouissaient des mêmes droits, les taux de mortalité pour les deux sexes étaient égaux.

⁶ Ce fut le cas, par exemple, lors du cyclone Gorky au Bangladesh en 1991, où les femmes représentaient 90% des 140000 morts. Les taux de mortalité masculine étaient 4-5 fois plus élevés. Keiko Ikeda, “Differences entre les sexes dans les pertes humaines et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles : une étude de cas du Bangladesh.” *Indian Journal of Gender Studies*, September 1995, vol. 2 no. 2, pp. 171-193. En revanche, la Banque Mondiale note que l'absence de décès dans une communauté touchée par l'ouragan Mitch au Nicaragua est le résultat de la participation des femmes à l'éducation préparatoire et à d'autres activités, y compris leur surveillance du système d'alerte rapide. Banque Mondiale, *Gender and Climate Change: Three Things You Should Know*, 2011, p. 5

⁷ Oxfam, *The Tsunami's Impact on Women*, Briefing Note, 2005.

⁸ UNISDR, UNDP and IUCN, *Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive: Policy and Practical Guidelines*, 2009, p. 38.

celles qui ont besoin d'aide dans les situations d'urgence).⁹ En conséquence, les taux de mortalité lors de catastrophes sont plus élevés pour les femmes que pour les hommes, en particulier dans les pays où les droits économiques et sociaux des femmes sont limités. Certaines études portant sur les femmes et les enfants ont révélé qu'ils sont jusqu'à 14 fois plus susceptibles que les hommes de mourir lors de catastrophes naturelles.¹⁰

Des mesures d'urgence et de relèvement suivant une catastrophe qui ne prennent pas compte du genre peuvent renforcer les inégalités. De même, les stratégies d'adaptation diffèrent entre les hommes et les femmes ainsi que leur participation aux processus de prévention, de secours, de relèvement et de reconstruction.¹¹ Pendant la phase de relèvement et de reconstruction, les vulnérabilités et les discriminations préexistantes sont couramment exacerbés en raison des risques spécifiques auxquels font face les femmes et les filles, notamment un accès inégal à l'assistance, une discrimination dans la fourniture de l'aide, la perte de l'usage coutumier des terres et un accès inéquitable à la restitution de la propriété.¹²

L'effondrement des structures sociales qui prévaut souvent pendant les crises entraîne également la diminution de la protection des femmes, qui peuvent alors être confrontées à risque accru de violence domestique et d'autres formes de violence et d'exploitation sexuelle et sexiste, y compris la traite.¹³

La force du relèvement post-catastrophes réside dans sa capacité à répondre aux besoins des femmes et des hommes. Le relèvement a le potentiel de transformer des relations de pouvoir inégales qui contribuent aux vulnérabilités différenciées selon le sexe, car il offre une «fenêtre d'opportunité» pour la promotion de l'égalité entre les genres. Cependant, il est important d'être conscient du contrecoup que peuvent provoquer les tentatives de promotion de l'autonomisation des femmes, car la résistance au changement des normes peut les enraciner encore plus.

La Stratégie Genre du BM GFDRR

Les femmes ont des contributions essentielles à apporter à la gestion des risques des catastrophes et des changements climatiques. Bien que les femmes puissent ne pas occuper des postes de direction politique visible en nombre important, elles sont néanmoins essentielles au tissu social d'une société et par conséquent à sa capacité de résilience. Elles façonnent les comportements et transmettent la culture et les connaissances à travers les réseaux familiaux et sociaux, qui sont essentiels aux efforts de prévention et de réponse aux risques.¹⁴ En outre, le leadership des femmes dans les organisations de la société civile peut garantir leur participation à

⁹ These figures reflect the typical demographic percentage of populations in developing countries. Chew and Badras, "Caught in the Storm: The Impact of Natural Disasters on Women, Global Fund for Women," 2005, p. 4, www.globalfundforwomen.org/storage/images/stories/downloads/disaster-report.pdf. Lorena Aguilar, Climate Change and Disaster Mitigation, International Union for Conservation of Nature, 2004.

¹⁰ Ariana Araujo and Andrea Quesada-Aguilar, Gender Equality and Adaptation, International Union for Conservation of Nature, 2007, www.gdnonline.org/resources/IUCN_FactsheetAdaptation.pdf; UNDP, Gender and Disasters, October 2010. See also: Neumayer and Plumper, op. cit.; Oxfam, The Tsunami's Impact on Women, Briefing Note, 2005, <http://www.oxfam.org/en/policy/bn050326-tsunami-women>. However, men may be more likely to engage in risky behavior, owing to prevailing social norms, which may lead to higher male mortality rates, as in was observed in reactions to Hurricane Mitch. See for example: World Bank, "Hurricane Mitch: The gender effects of coping and crises," Poverty Reduction and Economic Management Notes, August 2007, No. 57.

¹¹ See for example: Elaine Enarsson, "Promoting Social Justice in Disaster Reconstruction: Guidelines for Gender-Sensitive and Community-Based Planning," in K.R. Gupta, ed., Urban Development Debates in the New Millennium (New Delhi, India: Atlantic Publishers and Distributors, 2005), pp. 25-33, and World Bank, Gender and Climate Change: Three Things You Should Know, 2011, p. 7.

¹² See: Inter-Agency Standing Committee (IASC) Operational Guidelines on the Protection of Persons in Situations of Natural Disasters, Brookings-Bern Project on Internal Displacement, January 2011, (adopted by the IASC in 2010).

¹³ Inter-Agency Standing Committee guidelines on gender-based violence (2005) recommend that humanitarian actors assume that sexual violence is present in all displacement and emergency situations. See also: David R. Hodge and Cynthia A. Lietz, "The international sexual trafficking of women and children: A review of the literature," Vol. 22, No. 2, 2007, pp. 163-174; Elaine Enarsson, "Battered Women in Disasters: A Case Study of Gender Vulnerability," Paper presented for ASA, 1998 ; Victoria Constance, "Disaster and Domestic Violence: Evaluating an Innovative Policy Response," in Women in Disasters: Conference Proceedings and Recommendations, May 5-6, 1998, Vancouver, British Columbia.

¹⁴ Brookings 2012. Brookings Institution: The Year of Recurring Disasters: A Review of Natural Disasters in 2012: Ferris, Petz, Stark: Chapter 4: DRM A Gender Sensitive Approach.

des processus plus formels de RRC, d'intervention et de relèvement.¹⁵ Le travail des femmes est important dans tous les domaines économiques et doit être pris en compte dans les efforts de RRC. Les femmes travaillent souvent en tant qu'enseignantes, infirmières et travailleuses sociales; en tant que telles elles sont aussi bien placées pour évaluer les besoins des communautés et mettre en œuvre des programmes de secours et de relèvement en cas de catastrophe.¹⁶ Dans les zones rurales, les femmes jouent un rôle essentiel dans les moyens de subsistance agricoles et pastoraux, assumant souvent une responsabilité importante dans la gestion des ressources productives telles que la terre, l'eau, le bétail, la biodiversité, le fourrage, le combustible et la nourriture. Elles contribuent également au travail et à l'énergie pour générer des revenus et effectuent une quantité disproportionnée de travail quotidien dans les sphères du ménage et des communautés.¹⁷

Des preuves significatives montrent que les femmes sont de puissants agents de changement pendant et après les catastrophes. Cependant, le défi consiste à traduire la politique en pratique efficace. *“Beaucoup de travaux réels sont effectués par des femmes mais ne sont pas intégrés dans les politiques et le processus décisionnel. C’est un défi pour les femmes d’être visibles.”* (Ancien Gouverneur de la Préfecture de Chiba au Japon, Akiko Domoto).¹⁸ Cet écart est évident dans le monde entier. Selon une enquête réalisée en 2009 par la Commission Huairou, les organisations de femmes de la société civile actives dans la RRC en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se sentaient exclues des programmes nationaux de préparation aux situations d'urgence et autres programmes de réduction des risques de catastrophe.¹⁹ De même, en termes de négociations, de processus et d'institutions sur le changement climatique, la tendance est au manque de participation formelle des femmes, malgré un engagement important au niveau local.²⁰

¹⁵ For example, research has found that women's groups played important roles in at least some peace processes even though women were not officially at the 'negotiating table.' See: Brookings-Bern Project on internal Displacement, Addressing Internal Displacement in Peace Processes, Peace Agreements and Peace-Building, September 2007.

¹⁶ Brookings 2012. Brookings Institution: The Year of Recurring Disasters: A Review of Natural Disasters in 2012: Ferris, Petz, Stark: Chapter 4: DRM A Gender Sensitive Approach.

¹⁷ Christian Nellemann et al., (eds.), Women at the Frontline of Climate Change: Gender Risks and Hopes. A Rapid Response Assessment, United Nations Environment Programme, GRID-Arendal, 2011, p. 29, www.unep.org

¹⁸ UN International Strategy for Disaster Reduction, "Japanese experts call for gender equality," 2012.

¹⁹ Huairou Commission (HC), "Women's Views from the Frontline," 2009.

²⁰ Christine Haigh and Bernadette Vallely, Gender and the Climate Change Agenda: The impacts of climate change on women and public policy, Women's Environmental Network, 2010; Christian Nellemann et al., (eds), Women at the Frontline of Climate Change: Gender Risks and Hopes. A Rapid Response Assessment, 2011, pp. 31-33; Streamlining Climate Change and Gender: Gender Equality, Climate Caucus, accessed 7 March 2013.

Qu'implique la RRC sensible au genre?

Le GFDRR du Banque Mondiale propose les étapes suivantes:

1. Recueillir et analyser des données différenciées selon le sexe

- Tenir compte de la dynamique à l'intérieur des ménages ;
- Inclure une analyse de genre dans l'évaluation des dommages et des pertes et accorder une attention particulière au secteur informel ;
- Proposer des critères et des moyens de désagréger les données, par exemple en utilisant des échantillons ou enquêtes ;
- Les données ventilées par sexe, âge et handicap (SADDD) sont particulièrement efficaces.

2. Communiquer, consulter et dialoguer avec les femmes et les hommes, les garçons et les filles touchés, grâce à des techniques inclusives et participatives:

- Rechercher des moyens d'accéder aux connaissances des femmes locales sur les dangers, les catastrophes et la reprise post-catastrophe ;
- Faciliter les forums de communication spécifiques au genre ;
- Examiner comment les femmes et les hommes utilisent les moyens de communication ;
- Utiliser d'autres techniques de la communauté et des parties prenantes.

3. Formuler des recommandations pour la hiérarchisation des besoins de relèvement spécifiques au genre

- Tenir compte à la fois des priorités à court et à long terme: immédiatement après une catastrophe, les populations doivent être protégées des dommages physiques et psychosociaux. À long terme, le principe devrait être de «reconstruire mieux » et de manière inclusive ;
- Essayer de limiter les recommandations à quelques actions stratégiques et réalistes basées sur les ressources disponibles, la capacité du gouvernement partenaire à les mettre en œuvre et le contexte socioculturel du pays;
- Les priorités devraient ensuite être incluses dans tous les plans et cadres.

3. POLITIQUE ET INSTITUTIONS DE LA CEDEAO POUR LE GENRE, ET LA RRC

La communauté internationale s'intéresse de plus en plus à la réduction des risques de catastrophe, aux mesures de lutte contre les changements climatiques et à l'atteinte de l'égalité des sexes grâce à l'autonomisation de toutes les femmes et des filles et a pris des engagements en ce sens. Les principaux engagements mondiaux comprennent le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et le Programme d'action de Beijing (sur le genre) (Annexe B). Celles-ci ont été adoptées et traduites dans le contexte local de l'Union africaine : des politiques spécifiques au continent telles que la Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe (SRARRC) et la Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes permettent aux CER et aux États membres de transformer leurs engagements en activités et programmes concrets sur le terrain.

La CEDEAO considère l'égalité des sexes comme un moteur de l'intégration régionale et un objectif de développement en soi. Cette reconnaissance se reflète dans l'articles 61 et 63 du Traité révisé de la CEDEAO qui appelle « Les États Membres [...] à élaborer, harmoniser, coordonner et définir des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes. »

Les États membres ont également exprimés ou soutenus des engagements en matière d'égalité entre les sexes par le biais d'institutions régionales plus larges, telles que la Charte de l'Union africaine (UA) et le Protocole de Maputo; l'Agence de Développement de l'Union Africaine - Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), le cinquième objectif du développement durable pour l'égalité entre les sexes; le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS 2008); et la Politique Genre de la Banque Africaine de Développement (BAD) 2001 et ses stratégies et plans d'action subséquents. La CEDEAO et ses États membres ont pris de nombreux engagements en faveur de l'énergie renouvelable et de l'accès à l'énergie. Tous les États membres de la CEDEAO sont parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (1992), ont adhéré à l'initiative SE4ALL (Énergie Durable Pour Tous) des Nations Unies (2011) et se sont engagés à atteindre les Objectifs de Développement Durable de ONU (ODD).

3.1 ACTE ADDITIONNEL DE LA CEDEAO RELATIF À L'ÉGALITÉ DE DROITS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

L'Acte Additionnel de la CEDEAO Relatif à l'Égalité de Droits entre les Femmes et les Hommes (2015) contient deux articles relatifs à la GRC. L'Article 38 – Les Etats membres mettent en place des mesures et des programmes afin de réduire les conséquences des changements climatiques sur les populations en général et sur les femmes en particulier par: (a) la mise en place de mécanismes de gestion des écosystèmes et de prévention des catastrophes naturelles tenant compte de l'égalité de droit entre les femmes et les hommes ; (b) l'adoption de plans et programmes régionaux communs de protection de l'environnement et des ressources naturelles sensible au genre; (c) le soutien à des campagnes d'IEC (Information, Éducation et Communication) et CCC (Communication pour le Changement de Comportement) sur la préservation de l'environnement, les ressources naturelles et les effets des changements climatiques. L'Article 42 mentionne que Les États membres s'engagent à intégrer la dimension genre dans le système de gestion concertée et harmonisée des crises alimentaires et autres calamités naturelles (feux de brousse, inondations, invasion d'insectes et de parasites, sécheresse, etc.).

3.2 POLITIQUE GENRE DE LA CEDEAO 2005

La Politique Genre de 2004 de la CEDEAO vise à créer un environnement favorable à l'égalité et à l'équité ; instaurer une approche sous-régionale des actions en faveur de l'égalité des sexes et des droits humains ; accroître la participation/le leadership des femmes ; garantir un accès équitable à une éducation de qualité et une réponse aux préoccupations sociales et culturelles des femmes ; favoriser le développement économique et la participation équitable des femmes et améliorer la protection légale des hommes et des femmes.

3.3 AUTRES POLITIQUES CONNEXES

La Politique de la CEDEAO pour l'Intégration du Genre dans l'Accès à l'Énergie a été préparée par le Centre de la CEDEAO pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique (CEREEC). Le CEREEC, en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Laboratoire National d'Énergie Renouvelable (NREL) basé aux États-Unis, a élaboré la politique de la CEDEAO pour l'intégration de la dimension genre dans l'accès à l'énergie. L'objectif de la Politique est d'éliminer les obstacles existants qui peuvent entraver la participation égale des femmes et des hommes dans l'expansion de l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest.

En 2017, la Commission de la CEDEAO, en partenariat avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a publié une étude de diagnostic pour étayer la formulation et la mise en œuvre du Travail Dément et promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable et le plein emploi productif pour tous. Plusieurs départements de la CEDEAO, les Etats membres et les parties prenantes concernées ont contribué à l'Étude de diagnostic qui a révélé les déficits de

travail décent dans la région et mis en évidence les domaines nécessitant une intervention dans le monde du travail.

Trois domaines prioritaires ont été définis à partir des conclusions de l'étude :

- (i) Promouvoir les possibilités d'emploi
- (ii) Étendre la couverture de la protection sociale
- (iii) Application effective des normes internationales du travail

D'autres politiques et stratégies liées au genre incluent:

- Feuille de Route pour l'Acte Additionnel Relatif à l'Égalité des Droits entre les Femmes et les Hommes pour le Développement Durable dans l'Espace CEDEAO (2017)
- Plan d'Action de la CEDEAO sur le Genre et la Migration (2015-2020)
- Plan d'Action de la CEDEAO sur le Genre et le Commerce (2015-2020)
- Plan d'Action Régional de la CEDEAO de Lutte Contre les Fistules Obstétricales en Afrique de l'Ouest
- Stratégie Genre Parlement de la CEDEAO (2010-2020)
- Cadre Stratégique de la CEDEAO pour le Genre et les Élections (GESF) (2016)

D'autres politiques et stratégies pertinents pour la CEDEAO incluent:

- Politique Environnementale de la CEDEAO (2008)
- Programme Stratégique de la CEDEAO sur la Réduction de la Vulnérabilité et l'Adaptation au Changement Climatique en Afrique de l'Ouest (2017)
- Stratégie Régionale de la CEDEAO sur la Réduction de la Vulnérabilité et l'Adaptation au Changement Climatique en Afrique de l'Ouest (2012)

3.4 CENTRE DE LA CEDEAO POUR LE GENRE ET LE DÉVELOPPEMENT (EGDC)

Le Centre de la CEDEAO pour le Genre et le Développement a été créé en 2003 par la décision A/DEC 16/1/03 de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO de doter la CEDEAO d'une institution spécialisée sur genre et le développement. Le Centre est placé sous l'autorité du bureau du Commissaire aux Affaires Sociales et Genre. Le EGDC est responsable de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes dans la région et de la mise en œuvre des politiques et des plans d'action en faveur de l'égalité des sexes au niveau décentralisé.

Le EGDC a les rôles et objectifs suivants :

- Mobiliser les femmes et leur donner les moyens de participer activement au processus d'intégration régionale ;
- Intégrer le genre dans les institutions et les Etats membres de la CEDEAO ;
- Collaborer avec les États membres à la mise en œuvre de la politique et du plan stratégique en matière d'égalité des sexes ;
- Mener la recherche sur les questions de genre ;
- Collaborer avec les États Membres pour recueillir, rassembler et analyser des données ventilées par sexe ;
- Mener des activités de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités dans les Etats membres ;
- Jouer un rôle de plaidoyer ;
- Mettre en réseau et former des partenariats avec la société civile ;
- Diffuser l'information par le biais de divers médias, y compris un bulletin d'information.

Depuis sa création, le EGDC a adopté les outils suivants :

- 2004 : Adoption du plan d'action du EGDC pour 2005-2007
- 2008 : Adoption du Plan stratégique du EGDC 2009-2013
- 2010 : Adoption du Plan d'action régional de la CEDEAO pour la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité de l'ONU

4. PRIORITÉS DE LA CEDEAO EN MATIÈRE DE RRC RÉPONDANT AU GENRE

Pour *mettre à jour* et *améliorer* son Plan d'action RRC (2015-2030) avec les leçons apprises à ce jour et pour y intégrer une perspective de genre, le personnel GRC et Genre de la CEDEAO, sous la supervision de la Banque Mondiale, a géré une équipe de consultants internationaux basée dans la région pour mener des consultations avec les parties prenantes. Dans le cadre de cette analyse, les Points Focaux pour la RRC et le genre des États membres ont donné des commentaires, critiques et des contributions lors d'une conférence de cinq jours - la première à combiner pleinement la GRC avec le genre. En outre, l'équipe a également consulté les agences gouvernementales compétentes, les ONG et les donateurs qui soutiennent activement les efforts de réduction des risques de catastrophe et d'autonomisation des femmes dans les États membres de la CEDEAO. Les conclusions de ces consultations ont offert de nombreuses perceptions sur les obstacles et les opportunités de réduction des risques de catastrophe qui sont sensibles au genre. (Pour une liste complète des personnes interrogées, voir l'Annexe D).

4.1 PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LA SITUATION ACTUELLE DU GENRE ET DE LA RRC DANS LA CEDEAO

Réussites

- **Bonnes pratiques au niveau des pays** : Les entretiens ont révélé de nombreux exemples innovants d'approches GRC sensibles au genre dans les États membres de la CEDEAO (voir les exemples en annexe).
- **Appui à la GRC sensible au genre** : Les consultations des parties prenantes ont été considérées comme un mécanisme utile pour obtenir l'adhésion et la compréhension de la GRC sensible au genre. Il y a eu un appui écrasant de la part des Points Focaux des États membres, des ONG, du monde universitaire et du secteur privé pour la GRC sensible au genre, une nécessité pour améliorer l'efficacité des interventions en cas de catastrophe. Il y a également eu un fort soutien pour les orientations de la CEDEAO dans ce domaine.
- **Communications** : Les personnes interrogées ont souvent noté que de nombreuses bonnes interventions étaient en cours mais n'étaient généralement pas "annoncées" à l'intérieur ou entre les pays. Cependant, lorsque des reportages ou des articles couvraient ces sujets, le soutien aux interventions en faveur des femmes augmentait, car le grand public pouvait voir leur utilité.

Défis

- **Comprendre la GRC sensible au genre** : Il existe une confusion concernant la définition du genre et la garantie de sa représentation efficace et stratégique. Les contraintes susmentionnées conduisent également à une compréhension limitée de la nature genrée du risque. La compréhension de base de la dimension de genre dans les risques de catastrophe est une condition préalable importante pour la GRC et l'ACC sensibles au genre. Malgré les différences entre les femmes et les hommes dans la façon dont ils

- perçoivent les dangers et leurs effets potentiels, cet aspect est rarement pris en compte dans la planification ou la réponse aux risques de catastrophe.
- **Manque de données** : les données ventilées par sexe et par âge ne sont toujours pas la norme (idéalement des données ventilées par sexe, âge et handicap). Bien que le besoin de données (et d'indicateurs) ventilées par sexe soit largement reconnu, ces informations ne sont généralement pas collectées. Même lorsque les formulaires d'évaluation rapide sont ventilés par sexe, handicap et âge - conformément au cadre de Sendai - cette ventilation n'est pas appliquée au niveau local.
 - **Le genre est institutionnellement marginalisé dans les États membres** et l'intégration du genre dans les plans, les politiques et les structures institutionnelles pour la RRC ou l'ACC au niveau des gouvernements nationaux est rarement stratégique - même là où des politiques existent.
 - **Mise en œuvre de la GRC sensible au genre dans le cycle de préparation, d'intervention et de réadaptation** : bien que de forts efforts de coordination de la RRC existent dans la région, les procédures prennent rarement en compte le genre, ou en font peu mention. L'intégration est également limitée dans les structures fonctionnelles, telles que les comités techniques nationaux de gestion des catastrophes, qui manquent souvent de représentation adéquate des ministères de l'égalité des genres ou des organisations féminines. En outre, il y a un grand écart dans l'intégration du genre dans la planification tout au long du cycle de RRC, de la préparation à la réponse et au relèvement. La mise en œuvre des interventions liées au genre reste un défi dans les États membres, malgré l'inclusion du genre dans de nombreuses politiques et stratégies (y compris en ce qui concerne le changement climatique). Cela est dû en partie au manque de coordination entre les ministères et les points focaux responsables de l'intégration de la dimension de genre. Par conséquent, le genre est souvent mis de côté et n'est pas pleinement intégré dans les institutions et les programmes de RRC et d'autres secteurs.
 - **La capacité humaine et financière limitée signifie que le genre est souvent absent dans la planification et la politique** : Les ressources humaines en genre sont souvent des départements autonomes, généralement avec un expert en genre responsable de l'intégration de la dimension de genre pour l'ensemble de l'institution. Par exemple, il est courant pour les organisations d'avoir une « personne genre » qui finit par cocher les cases de genre dans tous les projets, jouant plus une fonction de S&E en opposition à l'intégration du genre tout au long du programme ou du cycle de planification de projet. Même lorsque les Points focaux genre sont nommés dans les ministères et les institutions, ils manquent souvent d'expertise technique en genre car ils sont nommés et pas nécessairement des experts ou suffisamment formés aux concepts de genre, à l'analyse genre ou sur l'intégration du genre dans leur institution et leurs activités respectives.
 - **Il y a une faible représentation des femmes aux niveaux décisionnels de la gouvernance des catastrophes**. L'élaboration de protocoles et de processus abordant les obstacles rencontrés par les femmes est nécessaire pour assurer une participation active à la prise de décision et une implication dans les activités de RRC.
 - **Les bailleurs de fonds ont tendance à être guidés par des programmes sectoriels, qui finissent par être au centre des programmes dans les États membres**. Même les mandats internationaux sur la RRC ont une faible mention du genre - le Cadre d'action de Sendai, par exemple, inclut le leadership des femmes, des politiques sensibles au genre et une référence aux services de santé sexuelle et reproductive. Cependant, les femmes sont souvent incluses avec les filles et les groupes marginalisés, renforçant le paradigme de la « victime » ; le terme « égalité des genres » n'apparaît pas dans le texte et il n'est pas fait référence aux droits humains des femmes.

- **L'engagement des entreprises dans la RRC a été largement limité à la fourniture d'un soutien financier ou en nature ad hoc en réponse aux efforts de relèvement après une catastrophe naturelle**, avec la RSE comme moteur principal. L'élaboration de réglementations nationales pour faire de la RRC une partie intégrante de la planification des activités est également limitée. Dans le Cadre d'action de Sendai, le secteur privé était inclus dans toutes les sections du texte mais il n'y avait pas de texte corrélatif pour la responsabilité ou la réglementation du secteur privé.
- **En outre, il est nécessaire d'élaborer des protocoles et des processus qui abordent les obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour participer activement** dans la prise de décision et la participation aux activités de RRC. Pour y remédier, il est nécessaire de mieux comprendre la position des femmes et des filles ainsi que celle des hommes et des garçons - en termes de compréhension des différences de connaissances, de capacités et de priorités. Il est également possible d'élaborer des directives sur l'égalité des genres dans les protocoles de planification d'urgence (en cas de sécheresse, d'inondation et d'incendie), ainsi que de former des comités de RRC aux niveaux du village, de la circonscription, de la région et du pays. Si les outils de planification de la RRC incluent des directives claires pour l'intégration de la dimension de genre, (par exemple, combien d'hommes, combien de femmes), il y a plus de chances pour que les activités soient réellement sensibles au genre.

Les recommandations des interventions des parties prenantes sont résumées ci-dessous, en utilisant le Cadre d'action de Sendai pour organiser les priorités :

Priorités	Objectifs
<p>Priorité 1: Soutenir une approche sensible au genre pour l'identification et l'évaluation des risques, qui comprenne des contributions des femmes et des hommes pour informer la GRC sensible au genre remettant en question les structures à l'origine des inégalités</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la compréhension du niveau de risque selon le genre ; 2. Promouvoir une meilleure compréhension et une meilleure prise de conscience de la nature genrée des risques de catastrophe ;
<p>Priorité 2: Permettre une structure de gouvernance équitable entre les genres (y compris les institutions et les politiques) qui crée un environnement propice pour encourager la GRC sensible au genre</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. Promouvoir l'intégration du genre dans la Commission de la CEDEAO, les partenaires régionaux et l'agenda et les programmes de GRC des États membres et en veillant à ce que les États membres intègrent une perspective de genre dans leurs stratégies de GRC révisées et leurs PA alignés sur le Cadre d'action de Sendai ; 4. Utiliser le pouvoir de convocation pour soutenir le développement d'une plateforme genre et GRC ; 5. Soutenir une participation et une représentation égales aux niveaux décisionnels de la gouvernance des catastrophes dans la CEDEAO, les États membres et les partenaires régionaux ;
<p>Priorité 3: Assurer l'égalité des chances pour les femmes et les hommes pour atténuer les risques et renforcer la résilience dans le contexte du changement climatique</p>	<ol style="list-style-type: none"> 6. Promouvoir et soutenir le renforcement de la résilience sensible au genre à travers une programmation au niveau régional et national ; 7. Soutenir et promouvoir le développement d'une base de données probantes pour plaider en faveur du renforcement de la résilience sensible au genre ; 8. Forger des partenariats stratégiques avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, y compris le secteur privé, pour promouvoir l'investissement dans le renforcement de la résilience sensible au genre ;
<p>Priorité 4: Promouvoir l'égalité des chances pour les femmes et les hommes pour participer et bénéficier des mesures de réduction des risques à toutes les étapes du cycle de GRC.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 9. Soutenir le renforcement des capacités régionales et nationales pour une réponse aux catastrophes sensible au genre ; 10. Promouvoir un relèvement sensible au genre construit autour de l'inclusion équitable du genre dans la prise de décision et liant le relèvement à d'autres étapes du cycle de GRC (réponse et atténuation des risques), pour soutenir la transformation des normes de genre et une résilience plus équitable.

4.2 À QUOI RESSEMBLE LA RRC SENSIBLE AU GENRE ?

Comment Élaborer un Plan d'Action Sensible au Genre

Le PA RRC sensible au genre de la CEDEAO 2020-2030 met à jour la Stratégie RRC de 2015 et son PA en y intégrant la dimension de genre. À ce titre, le PA 2020-2030 est guidé par le Cadre d'Action de Sendai et son suivi et sa mise en œuvre sont régis par la Stratégie RRC et PA 2015. Ce SPAG RRC s'inspire des idées et des recommandations issues des consultations avec les parties prenantes, telles qu'appliquées dans le Cadre d'Activités et en conformité avec la Stratégie de Genre de l'Union Africaine. Dans certains domaines prioritaires du PA 2015, des activités sensibles au genre ont été convenues, dans d'autres, elles ont probablement eu lieu mais n'ont pas été explicitement mentionnées. Dans le cadre du PA 2020-2030, la dimension de genre est

intégrée dans *toutes* les activités, conformément à la justification exposée dans les sections précédentes.

La RRC sensible au genre commence par un PA qui prévoit une perspective de genre pour chaque activité. Bien qu'il existe souvent un certain mystère sur la *façon* de mettre en œuvre l'intégration du genre dans la pratique, le PA adopte l'approche simple consistant à appliquer une perspective de genre aux activités *habituelles* menées par la CEDEAO pour soutenir la réponse aux risques de catastrophe. Ces activités sont les suivantes :

- i) Campagnes de plaidoyer et de sensibilisation du public
- ii) Formulation de cadres de politique régionale et orientations à l'intention des États membres
- (iii) Protocoles de partage de données
- (iv) Gestion des connaissances et renforcement des capacités
- (v) Mécanismes régionaux d'alerte rapide
- (vi) Évaluation des risques au niveau régional
- (vii) Plans de financement d'urgence

Dans les quatre domaines prioritaires du Cadre d'action de Sendai, une perspective de genre peut être appliquée aux activités pour garantir la conformité avec les politiques de l'Union africaine en matière de genre, et la réactivité aux États membres qui souhaitent que la GRC soit sensible au genre :

Tableau 2 : RRC sensible au genre : Cadre d'action de Sendai²¹

Priorité Sendai	Perspective de genre	Exemples de pays
1. Comprendre les risques de catastrophe	L'analyse technique doit tenir compte des risques liés au genre et des besoins uniques des femmes et des hommes, des filles et des garçons. <i>Il est impératif d'obtenir les faits</i> en entreprenant une analyse de genre et de collecter des données ventilées par sexe.	Le Centre de Services Scientifiques Ouest-Africains sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres (WASCAL) a préparé une étude sur les «Réponses sexospécifiques à la variabilité climatique dans un écosystème semi-aride du nord du Bénin». L'Initiative pour le Développement des Femmes et des Jeunes (WOYODEV) en partenariat avec le Réseau Mondial d'Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes, pour un projet de collecte de données ventilées par sexe
2. Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer	Permettre aux femmes de participer pleinement aux arrangements institutionnels et à la formulation des politiques : l'Union africaine mène une enquête annuelle sur	La loi du Cap-Vert sur la parité a établi des quotas pour l'intégration progressive des femmes dans divers domaines sociaux ; La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont

²¹ UNISDR, PNUD et UICN, Intégration de la dimension de genre dans la réduction des risques de catastrophes : Politiques et directives pratiques. Genève, Suisse, 2009.

	l'équilibre entre les genres au sein de son organisation.	également des quotas pour la représentation des femmes dans les partis politiques. La Côte d'Ivoire a lancé un Observatoire pour l'équité et le genre en 2014 afin de travailler avec la Plateforme nationale multipartite pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes afin de mettre en œuvre leur stratégie et plan d'action national de gestion des risques de catastrophe où le genre et les personnes vulnérables sont inclus.
3. Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience	Assurer une allocation équitable des ressources : les actions ciblées visant à promouvoir l'égalité des genres doivent être financées de manière adéquate et intégrées dans les budgets de relance. Le suivi et l'évaluation sont essentiels pour garantir que les principes d'égalité des genres se répercutent sur la mise en œuvre.	Toutes les données collectées au Cap-Vert sont ventilées par sexe et les progrès sont contrôlés par un Observatoire indépendant.
4. Améliorer la préparation pour une intervention efficace et pour « Faire et reconstruire mieux »	Les immenses contributions des femmes au relèvement doivent être amplifiées aux niveaux des politiques nationales et locales.	Plan d'action pour l'égalité des sexes créé au Cap-Vert pour le projet «Renforcement des capacités pour mieux reconstruire» Le Cap-Vert a renforcé la composante relèvement post-catastrophe de la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe afin de promouvoir l'égalité des sexes dans le contexte de la gestion des catastrophes, et de contribuer à «reconstruire mieux».

La stratégie de l'Union Africaine sur le genre peut également être utilisée pour discerner les activités sensibles au genre dans les quatre priorités du Cadre d'action de Sendai, qui appliqueront une perspective de genre aux approches existantes :

Tableau 3 : La stratégie de l'Union Africaine en matière de genre appliquée au Cadre de Sendai

	1. Maximiser les résultats, les opportunités et les e-dividendes technologiques	2. Dignité, sécurité et résilience	3. Lois, politiques et institutions efficaces	4. Leadership, voix et visibilité
Comprendre les risques de catastrophe	Développer des programmes d'éducation, de formation, de recherche et de technologie sensibles au genre.	Sensibilisation et promotion des informations opportunes et sensibles au genre sur l'alerte précoce et la réponse.	Élaborer des normes et des lignes directrices pour l'harmonisation des politiques, stratégies et plans d'action des interventions des États membres sur le genre et la RRC.	Collecte, analyse et diffusion de données ventilées par sexe.
Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer	Formation sur le lien entre le genre et la RRC pour les parties prenantes concernées - les PF RRC et les PF genre, autres secteurs.	Soutenir les institutions sous-régionales spécialisées pour des services de GRC sensibles au genre ainsi que la formation et la prévision sensibles au genre des événements hydro-météorologiques extrêmes et la formation en matière d'agriculture intelligente.	Promouvoir l'intégration du genre dans la Commission, les partenaires régionaux et l'agenda et les programmes de RRC des États membres - Stratégies de RRC révisées et sensibles au genre alignées sur le Cadre d'action de Sendai.	Soutenir une participation et une représentation égales aux niveaux décisionnels de la gouvernance des catastrophes.
Investir dans la RRC pour renforcer la résilience	Soutenir le développement d'un mécanisme de financement pour l'égalité des genres et la RRC.	Promouvoir et soutenir le secteur privé pour des interventions de RRC sensibles au genre.	Soutenir l'élaboration de réglementations normalisées en matière de RRC sensibles au genre pour les États membres.	Promouvoir l'institutionnalisation du genre dans les interventions de RRC - qui, quoi, pourquoi et comment au sein de la CEDEAO et des États membres.
Améliorer la préparation pour une intervention efficace et pour « Faire et reconstruire mieux » lors du relèvement, de la réhabilitation et de la reconstruction	Renforcer la collaboration avec les OSC et les ONG pour soutenir les interventions sensibles au genre.	Soutenir le développement de points chauds de vulnérabilité au genre dans la sous-région afin d'identifier des actions ciblées pour une préparation aux catastrophes sensible au genre.	Soutenir le développement d'une plateforme genre et GRC.	Soutenir la parité entre les genres aux niveaux décisionnels de la gouvernance des catastrophes dans la CEDEAO, les États membres et les partenaires régionaux. Représentation dans la prise de décision et implication dans les activités de RRC.

Comment Mettre en Oeuvre un Plan d'Action Sensible au Genre

Un Plan d'Action n'est qu'un point de départ pour une GRC sensible au genre; c'est au niveau de la mise en œuvre que l'approche doit faire ses preuves. Bien que le contexte du pays soit important, **toute bonne RRC doit commencer par une compréhension claire des besoins de la communauté et travailler à partir de ces connaissances pour développer des activités efficaces et inclusives.** Des exemples ci-dessous de meilleures pratiques dans toute la région de la CEDEAO, partagés lors des consultations des parties prenantes, illustrent comment différents États Membres ont utilisé une approche fondée sur la perspective du genre pour garantir que les activités de chaque pilier de Sendai soient sensibles au genre.

Notez que dans certains cas, la mise en œuvre efficace du PA sensible au genre nécessitera des efforts supplémentaires pour certaines activités en termes de ressources, d'expertise du personnel, de collecte de données, d'analyse et d'élaboration de procédures, de protocoles, de notes d'orientation et de manuels de formation. Comme indiqué dans les sections précédentes, ce travail n'est ni excessivement coûteux, ni particulièrement difficile techniquement; compte tenu notamment de la richesse des approches mondiales, régionales et nationales déjà en action. Cela nécessitera une collaboration active et des partenariats entre les points focaux RRC et genre au niveau de la Commission et des États Membres qui, ensemble, possèdent déjà les compétences et les connaissances nécessaires pour mettre en œuvre la Stratégie. La première étape est peut-être la plus difficile - un changement de mentalité vers une RRC sensible au genre.

RRC Sensible au Genre: Politiques et Législation

Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a pris les mesures nécessaires pour aligner ses politiques et stratégies sur le Cadre d'Action de Sendai. Une stratégie et un plan d'action alignés sur les quatre piliers de Sendai ont été préparés - la Stratégie Nationale de Gestion des Risques de Catastrophe et le Plan d'Action - où le genre et les personnes vulnérables sont inclus. Le pays a également un Plan d'Action National pour le Renforcement des Capacités de RRC (2016-2020). Le Cabinet du Premier Ministre est en charge de la Plateforme Nationale pour la Réduction des Risques des Catastrophes et la Gestion des Risques des Catastrophes, qui a pour mandat de mettre en œuvre la Stratégie Nationale de Gestion des Risques de Catastrophe et le Plan d'Action. Des représentants de diverses branches du gouvernement, du secteur privé et de la société civile participent aux travaux de la Plateforme. En 2014 la Côte d'Ivoire a lancé un Observatoire pour l'Équité et le Genre (ONEG). L'Observatoire travaille en étroite collaboration avec la Plateforme pour veiller à ce que le genre soit correctement pris en compte.

Le Gouvernement du Niger a promulgué un Code Rural en 2004 pour régir l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles et son utilisation. Le régime foncier est régi par diverses lois non synchronisées, entre les lois coutumières, islamiques et civiles. Le Code Rural vise à permettre aux femmes de posséder et d'utiliser directement les terres comme elles le souhaitent, mais les tendances initiales montrent que les femmes se voient généralement attribuer les terres que les hommes ne peuvent exploiter eux-mêmes, soit les moins productives et souvent abandonnées.

Au Cap-Vert, l'égalité des sexes est considérée comme un problème transversal et est intégrée dans l'ensemble du gouvernement par le biais des ministères et dans le cadre du Plan Stratégique de Développement Durable (Plano Estratégico de Desenvolvimento Sustentável). Un soutien de haut niveau a été signalé par la création d'une commission interministérielle pour l'intégration du genre (présidée par l'Institut Capverdien pour l'Égalité et l'Égalité des Genres (Instituto Cabo-Verdiano para a Igualdade e Equidade do Género) en vertu d'une résolution du conseil des ministres de 2019, qui surveille l'étendue de l'intégration dans les politiques publiques. Cela s'ajoute aux Plans Nationaux pour l'Égalité des Sexes (Plano Nacional de Igualdade de Género), dont la dernière version couvre 2019-21, qui souligne comment cette intégration devrait avoir lieu et promouvoir la collecte de données sexospécifiques et l'analyse de la vulnérabilité sexospécifique dans relation avec la RRC.

La CEDEAO a veillé à ce que le SPAG DRR soit préparé en utilisant une approche collaborative basée sur une consultation inclusive avec un éventail de parties prenantes régionales, nationales et infranationales du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des organisations universitaires. La stratégie globale et les actions associées ont été éclairées par une analyse de genre de la Commission de la CEDEAO et des États membres basée sur des recherches documentaires, des réunions en face à face et des consultations à distance avec la Commission de la CEDEAO, la RRC et les points focaux genre des États membres, ainsi que d'autres acteurs gouvernementaux, du secteur privé et non gouvernementaux. Dans le cadre du développement du SPAG, la CEDEAO a suscité de nouvelles collaborations en réunissant pour la première fois les points focaux RRC et genre des États membres. Cette pollinisation croisée des idées et des expériences a construit une base solide pour une collaboration interdisciplinaire essentielle et continue. Grâce à ces interactions, les représentants des États membres ont vu que, bien que le contexte national soit important, toute bonne RRC doit commencer par une compréhension claire des besoins des communautés et travailler à partir de ces connaissances pour développer des réponses efficaces et inclusives.

RRC Sensible au Genre: Programmation Inclusive

Le Projet de Développement de la Route et de la Communauté de Fufulso Salwa au Ghana comprenait la construction d'une route de 147,5 km entre Fufulso et Salwa, ainsi que des infrastructures socio-économiques clés, les principaux bénéficiaires directs étant les communautés situées à proximité immédiate de la route. La composante des travaux annexes comprenait l'approvisionnement en eau, la réhabilitation des écoles et des centres de santé, la construction de marchés et de parcs de camions et l'amélioration des attractions touristiques. Une approche participative a été adoptée pour l'identification, la conception et la mise en œuvre des projets - des consultations publiques ont eu lieu dans certaines communautés, environ 40% des participants étaient des femmes. Le petit commerce et l'agro-industrie sont les principales sources de revenus pour les femmes le long du corridor routier - le fardeau des femmes contraintes de transporter de lourdes charges sur le marché a été allégé du fait de la route. La construction de forages et d'installations d'eau et d'assainissement a également permis aux filles et aux femmes de consacrer le temps gagné en corvée d'eau à des activités éducatives et productives. Certains groupes de femmes travaillant dans l'agroalimentaire ont reçu du matériel pour alléger le fardeau de la collecte du manioc, des noix de karité, des arachides, du beurre de karité et de la transformation des arachides. Un gain de temps, une augmentation de la production et une valeur ajoutée aux produits procureront des avantages socio-économiques par l'augmentation des marges bénéficiaires et des revenus des femmes.

La BAD, en partenariat avec le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), le Projet de Préparation d'Infrastructures (IPPF), et le Centre de la CEDEAO pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (CERECEC) finance une étude de faisabilité d'un projet régional sur les 'Opportunités Commerciales pour les femmes de l'Afrique de l'Ouest dans une Chaîne de Valeur Énergétique en Mutation'. Le projet vise à contribuer à l'avancement de l'égalité des sexes, en habilitant les femmes entrepreneurs de la région à fournir des biens et des services dans le contexte d'une transition régionale vers une production, une distribution et une consommation d'énergie plus intelligentes. Le projet développera des infrastructures énergétiques régionales et améliorera des opportunités commerciales pour 16 femmes entrepreneurs dans 4 pays sélectionnés de la région de la CEDEAO (Côte d'Ivoire, Nigéria, Sénégal, Ghana). Cela comprendra l'identification des opportunités et des défis rencontrés par les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans les secteurs de l'énergie pour établir des liens nationaux et régionaux, augmentant ainsi la croissance économique et la prospérité dans la région.

L'Institut International de Recherche sur les Cultures des Régions Tropicales et Semi-Arides (ICRISAT) a mis au point une technique innovante de récupération des terres agricoles fortement

dégradées et abandonnées en Afrique de l'Ouest pour les ramener avec succès à une production agricole rentable. Plus de la moitié des sols sahéliens sont gravement dégradés, perdant continuellement des nutriments et des matières organiques par l'érosion éolienne et hydrique, ce qui entraîne des sols latéritiques incrustés difficiles à labourer qui caractérisent de nombreuses exploitations abandonnées dans des pays comme le Niger. Les sécheresses expliquent l'échec des cultures à raison de deux années sur cinq. Les conditions météorologiques extrêmement défavorables au Sahel et la pression démographique croissante affectent négativement la production agricole de la région. Au Niger, la pression démographique a progressivement conduit à des exploitations agricoles très fragmentées dont la propriété et les droits agricoles sont généralement dévolus aux hommes, ce qui a systématiquement écarté les femmes de l'agriculture, les laissant sans moyens de subvenir aux besoins de leur famille ou de gagner un revenu. L'ICRISAT a travaillé avec des ONG locales pour aider les femmes à former des associations et à accéder aux friches des villages communaux. Cela a apporté une contribution significative à la région semi-aride Soudano-Sahélienne, dont les quelques terres arables sont soumises à une pression extrême pour produire plus de nourriture pour une population croissante et dans un contexte de variations climatiques qui menacent la fragile production agricole de la région et la sécurité alimentaire. Les terres dégradées récupérées, qui ont été attribuées à des femmes défavorisées, redonnent aux femmes nigériennes en grande partie marginalisées les moyens de gagner leur vie grâce à l'agriculture et d'établir leurs droits socioéconomiques. En travaillant avec les femmes pour cultiver des arbres potagers et fruitiers indigènes, le projet a non seulement restauré l'estime de soi des femmes, mais leur a également permis de mieux prendre soin de leurs enfants et de leurs familles tout en gagnant un revenu dans le processus.

Le projet de Fonds Fiduciaire Multi-Donateurs du CORAF (FFMD) a été lancé pour soutenir la recherche agricole intégrée pour le développement en Afrique de l'Ouest et Centrale, dans le but de contribuer à des améliorations durables de la productivité, de la compétitivité et des marchés des systèmes agricoles en Afrique de l'Ouest et Centrale. Le projet a constaté que plus de femmes ont accédé, adopté et utilisé des technologies innovantes pour améliorer la productivité agricole en Afrique de l'Ouest au cours de la période 2013-2016 que prévu. Les femmes ont presque doublé leur participation par rapport à leur objectif. Plus précisément, près de 44 000 femmes ont été atteintes par rapport à un niveau de référence d'environ 22 000, ce qui représente une augmentation de 200%. Les plateformes d'innovation ont été au cœur de l'adoption et de l'utilisation croissantes des technologies et des innovations par les femmes dans le projet MDTF, elles ont été créées par le biais du Programme de Productivité Agricole de l'Afrique de l'Ouest (PPAAO) dans le cadre d'un programme plus vaste visant à améliorer les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest. Les plateformes ont servi d'espaces pour l'échange informel, l'apprentissage, le partage et l'adoption des technologies agricoles, des innovations et des meilleures pratiques parmi les principaux acteurs de la chaîne alimentaire dans une communauté donnée. Financé par la Banque Mondiale et d'autres donateurs, le programme a été considéré comme une réussite majeure en Afrique de l'Ouest, et les acteurs cherchent à étendre ce modèle en vue de la transformation agricole dans la région.

Au Burkina Faso, l'Union des Associations des Tisseuses du Kadiogo (ATK) est la principale organisation de l'industrie du tissage au Burkina - le conseil d'administration et les 1000 membres sont exclusivement des femmes. Elle a d'abord été créée en tant qu'association pour autonomiser les femmes, mais l'entreprise est maintenant un groupe d'intérêt économique dont le siège est à Ouagadougou. ATK est bien positionnée en termes de qualité des produits, de réputation sur les marchés locaux et internationaux depuis qu'elle est en opération depuis plus de deux décennies. ATK produit environ 800 000 mètres (production des 700 membres actifs) de produits tissés par an et le revenu annuel est d'environ USD325, 000. Les pratiques de la chaîne de valeur du coton sont préjudiciables à l'environnement en raison de l'utilisation de produits chimiques nocifs tels que les engrais synthétiques et les pesticides. ATK s'efforce d'incorporer des pratiques respectueuses de l'environnement - pour limiter l'empoisonnement de l'eau, du sol ou de l'air, et en fournissant des équipements de protection aux travailleurs pour éviter les problèmes de santé causés par les produits chimiques.

RRC Sensible au Genre: Analyse de Genre et Compréhension de la Nature du Risque selon le Genre

Le Centre Ouest-Africain des Services Scientifiques sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres (WASCAL) a préparé une étude sur les 'Réponses Sexospécifiques à la Variabilité Climatique dans un Écosystème Semi-Aride du Nord du Bénin'. Les régimes pluviométriques très irréguliers dans le nord du Bénin compliquent la capacité des agriculteurs ruraux à s'engager dans l'agriculture de subsistance. La recherche a exploré les réponses sexospécifiques à la variabilité climatique dans le contexte du Bénin agraire. Une enquête sur les ménages a été menée (n = 260) avec un exercice de jeu expérimental auprès d'un sous-ensemble des répondants à l'enquête. Bien que les hommes et les femmes de la population de l'échantillon se soient révélés également conscients de la variabilité climatique et partageaient des stratégies d'adaptation similaires, leurs stratégies, préférences et motivations spécifiques relatives à l'utilisation des terres étaient distinctes. À long terme, ces différences peuvent entraîner des stratégies d'adaptation et une vulnérabilité différentes aux effets du changement climatique. L'examen des réponses de l'utilisation des terres spécifiques au genre au changement climatique et l'apprentissage anticipé peuvent renforcer les efforts pour améliorer l'adaptabilité et la résilience des agriculteurs ruraux de subsistance.

Au Nigéria, l'Initiative pour le Développement des Femmes et des Jeunes (WOYODEV), en partenariat avec le Réseau Mondial d'Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes, a un projet de collecte de données couvrant six États Nigériens (ventilés par âge et par sexe) pour mieux comprendre les défis différenciés selon le sexe rencontrés dans la RRC.

RRC Sensible au Genre: Reconstruire en Mieux et Encourager Participation des Femmes à la Prise de Décision

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les Clubs d'Écoute Communautaires de la FAO Dimitra aident les populations rurales à participer au développement de leurs communautés. Les clubs permettent aux membres - femmes, hommes et jeunes - de partager leurs préoccupations et de mener une action collective. En collaboration avec les radios rurales qui alimentent et diffusent leurs débats, les clubs sont devenus des agents de changement dans l'agriculture mais aussi dans d'autres aspects de la société, s'attaquant à des questions sensibles telles que le VIH/SIDA, le mariage précoce et le droit des femmes à hériter la terre. Cette approche renforce la confiance en soi des membres - en particulier des femmes - et sensibilise aux besoins et aux priorités des populations rurales. Les membres ont joué un rôle crucial en aidant à résoudre les conflits communautaires pacifiquement et en donnant aux femmes rurales un rôle accru dans la prise de décision. Les discussions sont toujours orientées vers l'action, les clubs renforcent les compétences des membres dans des domaines tels que les pratiques agricoles et d'élevage, la réduction des pénuries alimentaires et le renforcement de la résilience, l'hygiène et l'assainissement, la santé et la nutrition, et la sécurité alimentaire. À la suite de ces échanges, en 2011, le club d'Écoute de Tera, au Niger, a contribué à alerter les autorités locales sur les criquets dans la région. Simplement en empêchant le bétail d'errer, les membres du Club de Kiota ont réduit les déchets animaux dans les lieux publics et ont encouragé les villages voisins à faire de même.

5. PLAN D'ACTION DE LA CEDEAO SENSIBLE AU GENRE 2020-2030

Tableau 4: Plan d'Action Sensible au Genre de la CEDEAO 2020-2030

Sendai 1: Comprendre les risques de catastrophe					
Priorité d'Action	Activités	Résultats Attendus	Indicateurs	Budget US\$	Chronologie
Promouvoir la compréhension de l'alerte précoce sensible au genre, en intégrant les connaissances autochtones et les pratiques traditionnelles: connaissance des risques, suivi technique, service d'alerte précoce, diffusion et préparation	<ul style="list-style-type: none"> - La CEDEAO collabore avec les États Membres et les centres régionaux pour le développement et le partage d'outils standardisés sensibles au genre; - La CEDEAO, en partenariat avec les États Membres, mènera des campagnes de sensibilisation préliminaires sur le concept d'alerte précoce sensible au genre 	- Des outils adaptés au genre tels que le suivi, l'évaluation des dangers et des risques sont développés, renforcés et fournis aux États membres	<ul style="list-style-type: none"> - La Campagne de la CEDEAO sur «la compréhension du risque sensible au genre »est conçu et lancé - Échange régional de connaissances sur la «compréhension du risque sensible au genre» effectué tous les deux ans 	<p>100,000</p> <p>100,000</p> <p>600,000</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour annuelle • Tous les 2 ans
Développer, utiliser et améliorer des indicateurs de risque de catastrophe et de vulnérabilité à tous les niveaux (niveaux régional et national) sensibles au genre	<ul style="list-style-type: none"> - La CEDEAO fournit des conseils sur l'utilisation d'indicateurs normalisés sensibles au genre; - La CEDEAO fournit des orientations sur les rapports requis par les États membres 	- L'ensemble des indicateurs sexospécifique communs de risque et de vulnérabilité sensibles au genre formulés, discutés, examinés par les pays membres et les parties prenantes régionales et publiés	<ul style="list-style-type: none"> - Publication d'une note d'orientation sur la normalisation des indicateurs sensibles au genre; - Modèle officiel de rapport des indicateurs publié - Formation sur la communication des indicateurs fournie aux États Membres 	<p>150,000</p> <p>100,000</p> <p>50,000</p> <p>200,000</p> <p>50,000</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour annuelle • Tous les 2 ans

			-En ligne et hors ligne outil de reporting disponible à tout moment		
Soutenir le renforcement de la capacité de surveillance des risques sensible au genre de la gestion régionale des catastrophes et services institutions	La CEDEAO convoque des centres régionaux (Centre des Ressources en Eau de la CEDEAO, ACMAD, CILSS) pour une collaboration plus étroite sur le suivi des risques tenant compte des sexospécificités et la fourniture d'informations sur les dangers et les alertes précoces aux États membres et aux parties prenantes régionales	Groupe d'experts du Centre des Ressources en Eau de la CEDEAO, de l'ACMAD, du CILSS et d'autres centres régionaux établis et collaborant étroitement sur la surveillance des risques tenant compte de la problématique genre et fournissant des informations sur les dangers et l'alerte rapide aux États membres et aux parties prenantes régionales	<ul style="list-style-type: none"> - Le groupe d'experts met à jour les protocoles de collecte d'informations pour être sensible au genre; - Le groupe d'experts fournit aux clients des produits sensibles au genre sur la surveillance des risques et les informations d'alerte précoce; - Bulletin régional sur la surveillance des dangers publié régulièrement; - Réunions semestrielles du groupe multipays sur la surveillance des risques 	50,000 200,000 400,000	En cours
Développer et renforcer les canaux d'information sensibles au genre en cas de catastrophe : développer et piloter un service régional d'information sur les catastrophes	La CEDEAO réunira les États membres et les parties prenantes concernées pour l'élaboration de canaux d'information normalisés tenant compte des sexospécificités en cas de catastrophe	Des protocoles de partage de données sont établis et des outils pour le partage des données en ligne ont été développés	Établir des protocoles pour la collecte de données sensibles au genre de: la gestion des risques, communication d'avertissement, et applications de cartographie des risques SIG dans les États membres	500,000	En cours
Soutenir les programmes de suivi et d'examen des progrès nationaux dans la gestion des risques	- La CEDEAO fournira aux États membres des orientations sur les processus de suivi et d'examen de la gestion nationale des risques de catastrophe tenant compte des sexospécificités;	Base de données sur la gestion de risques de catastrophe avec indicateurs de base et genre (CSRRC) élaborée avec un suivi régulier assuré par les États membres	- Base de données avec indicateurs de base et sexospécifique élaborés et accessible sur la site Internet de la CEDEAO;	50,000 200,000	Annuellement

de catastrophe sensible au genre: entreprendre et publier des évaluations de référence régionales et nationales	- La CEDEAO guidera les États membres dans la préparation et le partage normalisés des évaluations de référence régionales et nationales		- Des rapports de suivi sont fournis chaque année		
Promouvoir la sensibilité au genre des forums de RRC (y compris le Forum sur les Perspectives Climatiques saisonnières) en tant que mécanisme régionale de sensibilisation et de préparation aux catastrophes	La CEDEAO (co) organise des forums régionaux sur la RRC (y compris le Forum sur les Perspectives Climatiques) en Afrique de l'Ouest et promeut régulièrement la RRC sensible au genre en tant que mécanisme de préparation	- La parité entre les sexes (à la Commission, dans les États membres et à d'autres niveaux) dans tous les forums de RRC (y compris le Forum sur les Perspectives Climatiques saisonnières) est atteinte; - Mise en place d'un mécanisme régional de sensibilisation aux sexespécificités et de préparation aux catastrophes	- Forum des Perspectives RRC/Climatiques organisé chaque année; - Informations sur le climat et sensible au genre diffusée; - Session régionale de préparation aux catastrophes organisée chaque année; - Les invités incluent au moins 50% de femmes	800,000 100,000 400,000	Annuellement
Soutenir la sensibilisation du public et plaidoyer pour une réduction des catastrophes sensible au genre	- La CEDEAO promeut la sensibilisation du public et des campagnes de plaidoyer sur la RRC sensible au genre aux niveaux régional et national ; - Campagnes d'information (régionales) sur les risques de catastrophe et le changement climatique sensibles au genre aux niveaux régional et national	- Augmentation des campagnes de sensibilisation et de sensibilisation du public sur la RRC sensible au genre aux niveaux régional et national	- Nombre de campagnes d'information (régional) annuelles sur la risqué des catastrophes sensible au genre et changement climatique	1 million	Annuellement
Développer programmes d'éducation, la formation, la recherche et la	La CEDEAO fournira des orientations sur les programmes normalisés d'éducation, de formation, de recherche et de technologie en cas de	Des programmes d'éducation, de formation, de recherche et de technologie adaptés aux femmes en cas de catastrophe	Nombre d'ateliers, formations et recherche programmes organisés	500,000	Annuellement

technologie en cas de catastrophe sensible au genre	catastrophe sensible au genre pour les États membres				
Sendai 2: Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour gérer les risques de catastrophe					
Priorité d'Action	Activités	Résultats Attendus	Indicateurs	Budget US\$	Chronologie
Promouvoir et intégrer la RRC sensible au genre dans la CEDEAO et les programmes de développement nationaux (y compris les politiques et programmes agricoles, économiques, sociaux et environnementaux): s'accorder sur le PA	<ul style="list-style-type: none"> - Les principes de RRC sensibles au genre sont incorporés dans les politiques et programmes agricoles, économiques, sociaux et environnementaux de la CEDEAO et des programmes nationaux de développement; - La CEDEAO examine et met à jour le PA régional de RRC sensible au genre; - Politique agricole de la CEDEAO et les stratégies connexes sont informées sur le risque de genre 	<ul style="list-style-type: none"> - La CEDEAO et les programmes de développement nationaux incluent la RRC sensible au genre; - Les politiques et programmes agricoles, économiques, sociaux et environnementaux de la CEDEAO de la CEDEAO et les agendas nationaux de développement s'accordent sur le PA - La CEDEAO examine et met à jour le PA régional de RRC sensible au genre; - La Politique agricole de la CEDEAO et les stratégies connexes sont informées sur le risque de genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Révision de la Stratégie de RRC sensible au genre de la CEDEAO + PA conformément aux priorités de la CSRRC et de la Stratégie de genre de l'UA - Nombre de politiques de la CEDEAO et d'agendas nationaux de développement avec un «chapitre RRC sensible au genre» - Nombre de politiques de la CEDEAO et d'agendas nationaux de développement avec des indicateurs de genre - Publication d'une note d'orientation sur l'intégration de la politique de RRC sensible au genre 	<ul style="list-style-type: none"> 200,000 200,000 300,000 	<ul style="list-style-type: none"> 2021 -2026 (avec mise à jour annuelle)

<p>Soutenir la création, le renforcement et mise en réseau régionale des plateformes nationales pour des politiques, législations, mécanismes de financements et participation volontaire pour la RRC sensibles au genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La CEDEAO maintient une plateforme régionale de RRC sensible au genre ; - La CEDEAO fournit des orientations spécifiques sur la nouvelle approche sensible au genre dans les plateformes régionales et nationales de RRC ; - La CEDEAO fournit une assistance technique aux États membres pour la mise en place et la maintenance de plateformes nationales de RRC sensibles au genre ; - La CEDEAO fournit aux États membres des orientations sur le cadre politique de RRC sensible au genre ; - Tous les États membres participent aux discussions pour l'avancement du programme de RRC sensible au genre dans la région 	<p>- Création, renforcement et mise en réseau régionale de plates-formes nationales pour une politique, une législation, des mécanismes de financement et une participation communautaire et bénévole en matière de RRC sensibles au genre - établis par les États membres de la CEDEAO, les centres régionaux</p>	<p>- Une plateforme régionale de la CEDEAO de RRC sensible au genre se réunit chaque année: les points focaux RRC et Genre sont invités;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Données collectées sur le sexe des participants et les mesures prises pour atteindre une participation de 50:50 conformément à la stratégie de genre de l'UA; - Données collectées sur le nombre de groupes de femmes participant à la plateforme régionale de RRC et mesures prises pour promouvoir la participation 	<p>400,000 50,000 100,000 50,000 400,000</p>	<p>Annuellement</p>
<p>Développer et renforcer les institutions régionales spécialisées pour des services de RRC sensibles au genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les centres régionaux de la CEDEAO, ACMAD et AGRHYMET, soutenus durablement pour assurer la formation et la prévision des événements hydrométéorologiques extrêmes et de leurs effets sur les hommes et les femmes 	<p>Collaboration plus étroite de la CEDEAO avec des institutions régionales spécialisées pour des services de RRC sensibles au genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'événements de formation régulièrement fournis par l'ACMAD et AGRHYMET; - Nombre de produits de prévision développés et diffusés par les centres régionaux de la CEDEAO, ACMAD et AGRHYMET - Prévision des produits adaptés lorsque cela est possible pour désagréger les impacts de genre 	<p>400,000 400,000</p>	<p>En cours</p>
<p>Développer une capacité de RRC</p>	<p>La Commission de la CEDEAO s'est engagée à augmenter les effectifs</p>	<p>- Équipe d'experts en genre recrutés à l'unité DRR;</p>	<p>- Un nombre suffisant de femmes recrutées et</p>	<p>800,000</p>	<p>2021-En cours</p>

sensible au genre au sein de la CEDEAO, des États Membres et des partenaires	durables de RRC sensibles au genre dans l'unité de RRC: inclure une équipe d'experts en genre	- Augmentation du nombre d'interventions de RRC sensibles au genre aux niveaux régional et national	affectées à l'Unité de RRC de la CEDEAO en tant que personnel régulier; - La CEDEAO dispose d'experts en genre en matière de RRC pour soutenir la Commission et les États membres	300,000	
Progresser vers la parité des sexes dans la participation à toutes les structures, plateformes et forums régionaux liés à la RRC	La CEDEAO encourage de manière proactive pour l'augmentation de la participation des femmes participantes aux réunions	Parité entre les sexes atteinte dans toutes les structures, plateformes et forums régionaux liés à la RRC	- Données collectées sur le sexe des participants et les mesures prises pour atteindre une participation de 50:50 conformément à la Stratégie de Genre de l'UA - Données collectées sur le nombre de groupes des femmes participant à la Plateforme Régionale de RRC et prises des mesures pour promouvoir la participation	Pas de budget supplémentaire (voir "Soutenir la Création, le renforcement et mise en réseau régionale des plateformes nationales pour une RRC sensible au genre politique, législation, mécanismes de financement et participation communautaire et bénévole")	Annuellement
Sendai 3: Investir dans la RRC pour la résilience					
Priorité d'Action	Activités	Résultats Attendus	Indicateurs	Budget US\$	Chronologie
Soutenir l'intégration des stratégies de RRC sensibles au genre avec adaptation au climat sensible au genre, en particulier	- La CEDEAO va préparer des stratégies de RRC sensibles au genre et les intégrer à l'adaptation au changement climatique sensible au genre (y compris la gestion des sécheresses et des inondations et la lutte contre la désertification);	La mise en place d'un programme régional lié à l'adaptation au changement climatique sensible au genre pour l'agriculture et l'élevage	- Mise à jour et adoption de la politique de la CEDEAO en matière de changement climatique sensible au genre - Note d'orientation publiée et diffusée	100,000 100,00	2021- Mise à jour annuelle

la gestion des sécheresses et des inondations et la désertification contrôle	- La politique de la CEDEAO sur le changement climatique est révisée pour être sensible au genre et alignée sur la politique de RRC sensible au genre				
Soutenir l'intégration de la RRC sensible au genre dans l'interventions de développement du secteur de la santé	-La CEDEAO préparera un cadre conjoint pour le suivi et la notification des épidémies et catastrophes sanitaires sensibles au genre -La CEDEAO convoquera des experts nationaux et régionaux de la santé et du genre pour une collaboration régionale entre la CEDEAO et les États membres	-Cadre conjoint de suivi et notification des épidémies et des catastrophes sanitaires sensibles au genre formulé -Un groupe conjoint d'experts sur la santé et la RRC sensible au genre se réunit régulièrement pour renforcer la collaboration régionale entre la CEDEAO et les États membres	-Un rapport annuel sur les épidémies et les catastrophes est publié avec des données ventilées par sexe -La réunion du cluster d'experts se réunit au moins une fois par an (équilibre entre les sexes surveillé) -Rapport annuel sur les épidémies et les catastrophes	400,000	2021 Mise à jour annuelle
Promouvoir les stratégies de réduction des risques du secteur privé dans les secteurs formel et informel	La CEDEAO préparera des notes d'orientation normalisées sur les stratégies de réduction des risques du secteur privé en matière de RRC sensibles au genre dans les secteurs formel et informel	Diffusion de notes d'orientation sur la réduction des risques dans le secteur privé et l'intégration d'une RRC sensible au genre dans les opérations du secteur privé	Note d'orientation publiée et diffusée	100,000	2021 Mise à jour annuelle
Soutenir les États membres à mettre en place des infrastructures résilientes sensibles au genre dans tous les secteurs	La CEDEAO préparera des notes d'orientation sur la construction d'infrastructures résilientes sensibles au genre	Les États membres sont pris en charge pour construire une infrastructure résiliente sensible au genre	Nombre d'ateliers de formation sur la construction d'infrastructures résilientes GR	400,000	Annuellement

Rendre tous les financements de RRC sensibles au genre	<ul style="list-style-type: none"> - La CEDEAO plaidera auprès des États membres en faveur du soutien législatif et budgétaire aux interventions de RRC sensibles au genre à tous les niveaux; - La CEDEAO préparera et diffusera des documents de plaidoyer et des notes d'orientation plaidant pour un soutien législatif et budgétaire aux interventions de RRC sensibles au genre 	Augmentation législative et soutien budgétaire pour des interventions de RRC sensibles au genre à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> - Budget, au moins 5% du budget opérationnel de la CEDEAO alloué à la RRC sensible au genre - Note d'orientation et mécanisme de suivi sur les allocations budgétaires nationales de RRC sensibles au genre 	50,000	
Mettre en place un fonds pour soutenir la RRC sensible au genre	<ul style="list-style-type: none"> - La CEDEAO mobilisera des ressources pour un fonds de réserve régional (Fonds de Gestion des Urgences) créé au niveau régional; - La CEDEAO fournira un appui à la formulation, à l'examen et à la mise en place d'un mécanisme régional d'assurance et de transfert des risques; - Orientation fournie par la CEDEAO pour la mise en place d'une gestion des urgences sensible au genre; - Orientation fournie par la CEDEAO pour établir un mécanisme de (micro-) assurance pour la récupération au niveau national qui prend en compte les besoins uniques des hommes et des femmes, y compris les profils de risque 	Un fonds régional de RRC est créé	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'États membres bénéficiaires du fonds - Analyse du travail à l'appui de la création d'un fonds d'urgence régional sensible au genre formulé - Fonds régional pour imprévus mis en place avec des directives claires pour la reconstitution, le suivi et la responsabilisation tenant compte - Travail analytique à l'appui de la mise en place d'un mécanisme régional de transfert des risques sensible au genre formulé et examiné 	<p>A déterminer</p> <p>350,000</p> <p>400,000</p> <p>400,000</p>	<p>2021</p> <p>En cours</p>
Sendai 4: Améliorer la préparation aux catastrophes pour une réponse efficace et pour «reconstruire en mieux» dans le relèvement, la réhabilitation et la reconstruction					
Priorité d'Action	Activités	Résultats Attendus	Indicateurs	Budget US\$	Chronologie
Promouvoir la compréhension et	La CEDEAO prépare et promeut des orientations sensibles au genre sur	- Amélioration de la compréhension et des	- Les lignes directrices sensibles au genre	350,000	• Mise à jour annuelle

<p>pratique de l'identification des risques sensibles au genre et évaluations: élaboration et utilisation de lignes directrices, de procédures standard, manuels opérationnels, manuels, cartes, modules de formation</p>	<p>l'évaluations des dangers, de la vulnérabilité et des risques, l'inclusion explicite d'analyses sur la façon dont celles-ci affectent les hommes et les femmes différemment et les réponses différentielles</p>	<p>capacités des États membres à développer des systèmes de communication d'alerte précoce sensibles au genre et une cartographie des risques SIG pour la planification de la RRC/RRC; - Évaluation des risques Cartes publiées sur les risques aux niveaux régional, national et local qui différencient les impacts sur les hommes et les femmes</p>	<p>concernant l'identification des risques et les dangers sont régulièrement mises à jour et publiées; - Les modules de formation adaptés au genre sont régulièrement mis à jour, accessibles en ligne et promus auprès des États membres - Des protocoles existent entre les États membres de la CEDEAO et entre les États membres pour le partage d'informations sur les dangers, la gestion des risques, la communication d'alerte précoce et la cartographie des risques - La base de données de danger est opérationnelle</p>	<p>450,000</p>	
<p>Soutenir le renforcement des capacités de surveillance des risques sensibles au genre des institutions en mettant en place une base technologique solide (équipements et systèmes) pour la surveillance des risques et la veille</p>	<p>La CEDEAO soutiendra la recherche et le plaidoyer pour aborder la prise en compte des sexospécificités dans la base de données et les informations disponibles sur la RRC et l'ACC</p>	<p>- Le Centre d'Observation et de Suivi de la CEDEAO (système de surveillance) est actif, recueille des informations mondiales, régionales et des États membres ventilées par sexe et communique à tout moment aux États membres et à la CEDEAO - Meilleure compréhension de la RRC sensible au genre grâce à la recherche et au plaidoyer</p>	<p>- Le système de surveillance et d'alerte précoce sensible au genre est actif, couvrant: ▪ Prévision régionale des crues ▪ Prévisions météorologiques rigoureuses ▪ Observation des feux de forêt ▪ Surveillance des risques côtiers ▪ Suivi de la sécheresse - Publications sur les dimensions de genre lors des catastrophes disponibles sur le site de la CEDEAO</p>	<p>4 million 100,000 50,000 200,000</p>	<p>En cours</p>

			- Campagnes promotionnelles vigoureuses de la CEDEAO pour impliquer les groupes de femmes dans la réponse aux catastrophes ainsi que la préparation (c'est-à-dire les chefs de groupe de femmes pour fournir aux femmes des informations sur les abris, la disponibilité de la nourriture)		
Développer, former à l'utilisation et assurer que les données sont collectées pour une gestion des catastrophes sensible au genre et indicateurs humanitaires à tous les niveaux	- La CEDEAO préparera des directives normalisées sur la collecte d'indicateurs humanitaires et de gestion des catastrophes sensibles au genre à tous les niveaux; - La CEDEAO soutiendra des ateliers de formation des institutions de la CEDEAO et des États membres sur la collecte d'indicateurs humanitaires et de gestion des catastrophes sensibles au genre à tous les niveaux	- Les institutions de la CEDEAO et les États membres connaissent et collectent régulièrement des données pour des indicateurs sensibles au genre	- Des indicateurs de gestion des catastrophes sensibles au genre et humanitaires sont sélectionnés - Les indicateurs sensibles au genre sont régulièrement mis à jour au niveau régional et national - Publications sur les dimensions de genre lors des catastrophes disponibles sur le site de la CEDEAO	20,000 10,000 10,000	2020-en cours
Soutenir le renforcement des capacités nationales de réponse aux catastrophes et la réorientation vers un objectif de RRC sensible au genre	- Processus et cadres de RRC sensibles au genre avec un accent sur la reconstruction mieux formulés - La sensibilisation, l'orientation et le renforcement des capacités pour mieux reconstruire après les catastrophes grâce à l'intégration de la RRC sensible au genre dans les processus de reprise poste-	Capacités de réponse rapide régionales et nationales en termes de sensibilité au genre, de compétences et de logistique et renforcement	- Rapports et mises à jour des capacités renforcées sensibles au genre et techniques produites; - L'initiative «reconstruire en mieux» est incluse dans les cadres nationaux de RRC sensibles au genre; - Une campagne de sensibilisation sur une	50,000 150,000 300,000	2021-en cours

	catastrophe parmi les États membres sont encouragés		meilleure reconstruction et une RRC sensible au genre a été formulée et promue dans les États membres		
Développer des programmes de partage d'informations sensible au genre et la coopération entre les gestionnaires de catastrophes, les experts en genre et le développement communautaire	Développer des programmes de partage d'informations sensible au genre et la coopération entre les gestionnaires de catastrophes, les experts en genre et le développement communautaire	Établissement d'un groupe d'experts et de coordination de la réponse et du rétablissement sensibles au genre	Un groupe d'experts et un groupe de coordination des bailleurs sur la RRC sensible au genre se réunit au moins une fois par an	50,000	Annuellement
Améliorer la planification d'urgence régionale et nationale par la préparation d'un Plan de Gestion des Urgences sensible au genre qui relie le mécanisme de gestion des catastrophes aux programmes pertinents (OMC et PADEP)	- Préparation, examen et adoption d'un plan régional de gestion des urgences sensible au genre	- Intégration de plans d'urgence régionaux et nationaux sensibles au genre - Plan régional de gestion des urgences tenant compte des sexospécificités liant le mécanisme de gestion des catastrophes aux programmes pertinents (OMC et PADEP) adopté et mis à jour	- Plan régional de gestion des urgences sensible au genre adopté avec toutes les activités sensibles au genre - Exercices de simulation réalisés chaque année	100,000 50,000 300,000 200,000	2021- Mise à jour tous les 5 ans
Faciliter le relèvement et la reconstruction durables et sensibles au genre avec une approche	- Préparation et diffusion d'un cadre d'évaluation et de relèvement des besoins post-catastrophe spécifique à la CEDEAO	- Manuel spécifique du Cadre d'évaluation et de rétablissement (RF) des besoins post-catastrophe spécifique à la CEDEAO	- PDNA de la CEDEAO (hommes et femmes) et cadres de rétablissement formulés; - Nombre d'experts formés aux PDNA et RF	50,000 300,000	2021- Mise à jour tous les 2 ans

de réduction des risques et reconstruire en mieux		formulé et promu en tenant pleinement compte du genre; -PDNA sensibles au genre spécifiques produits (selon les besoins)	spécifiques à la CEDEAO (suivi du sexe des participants et promotion du rapport 50:50)		
Développer une capacité régionale de réponse aux catastrophes sensible au genre, y compris l'EERT, dans le cadre d'une mécanisme régionale de gestion des catastrophes	<ul style="list-style-type: none"> - Convoquer un atelier régional de RRC sensible au genre avec des experts de différentes disciplines de RRC - Préparer des notes d'orientation sur la RRC sensible au genre (en ligne avec les disciplines différentes) pour la région de la CEDEAO 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une liste d'experts en matière de RRC sensible au genre pour la région de la CEDEAO; - Groupe régional d'urgence experts en intervention et récupération pour l'EERT établi 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'experts dans chaque discipline applicable liés à la RRC sensible au genre; - Base de données disponible d'experts masculins et féminins fournie par la CEDEAO et les États membres pour les interventions d'urgence / en cas de catastrophe à tout moment 	100,000 100,000	2021- Mise à jour tous les 2 ans
Coordonner et soutenir l'examen et répétition de la préparation des plans pour les risques majeurs avec une contingence régionales sensibles au genre	<ul style="list-style-type: none"> - Préparer des notes d'orientation sur les plans régionaux de préparation et d'urgence sensibles au genre en cas de risques majeurs - Convoquer les États membres pour un atelier sur les plans régionaux de préparation aux catastrophes et les plans d'urgence pour les risques majeurs sensibles au genre - Partager les meilleures pratiques en matière de plans régionaux de préparation et de contingence sensibles au genre pour les risques majeurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Les plans de préparation et d'urgence des États membres renforcés grâce à des activités qui intègrent l'égalité des sexes; - Exercices collectifs de simulation multi-aléas 	Augmentation du nombre de pays dotés de plans de préparation et d'urgence en matière de RRC sensibles au genre	300,000 100,000	2021- Mise à jour tous les 2 ans

L'ANNEXE DU SPAG RRC DE LA CEDEAO

ANNEX A : PROFIL DE RISQUE RÉGIONAL SENSIBLE AU GENRE

L'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes en Afrique de l'Ouest a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies.²² Il est attendu que la tendance se maintienne, le changement climatique exacerbant l'exposition actuelle aux chocs soudains et pressions graduelles auxquels la région est déjà confrontée - sécheresses graves, en particulier au Sahel, inondations dans les États du golfe de Guinée, et élévation du niveau de la mer et érosion côtières dans les zones maritimes de faible altitude. Des précipitations faibles et irrégulières au cours des trois ou quatre dernières décennies ont contribué à accroître la désertification, l'insécurité alimentaire et la dégradation des ressources naturelles.²³ Ces risques sont aggravés par des pressions environnementales telles que la déforestation, la dégradation des forêts et zones humides côtières, l'érosion côtière, l'élévation du niveau de la mer, les espèces envahissantes et les feux de forêt.

La région de la CEDEAO est l'une des plus pauvres et dégradées du monde sur le plan de l'environnement et est considérée comme l'une des régions les plus vulnérables au changement climatique, l'augmentation des températures prévue y étant 1,5 fois plus élevée que dans le reste du monde.²⁴ En outre, la région est considérée très vulnérable aux crises humanitaires et aux catastrophes, qui pourraient même dépasser la capacité d'intervention nationale selon l'indice mondial des risques INFORM, lequel comprend trois dimensions : les risques et l'exposition, la vulnérabilité et le manque de capacité d'adaptation.²⁵ La vulnérabilité climatique de la région est aggravée par la forte dépendance à l'agriculture pluviale et aux ressources naturelles pour soutenir la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la croissance démographique rapide et pallier les besoins humanitaires chroniques dus aux sécheresses récurrentes, inondations, famines, épidémies et conflits violents. L'aggravation de la variabilité climatique, soit l'augmentation des températures et des précipitations plus concentrées et irrégulières, risque d'exacerber les vulnérabilités existantes en raison des niveaux élevés de pauvreté et des faibles capacités générales de planification et de réaction aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Table 1 : Indice de risque et indicateurs de développement humain des Etats membres de la CEDEAO

Pays	Indice de risque global 2019	Risque	IDH 2017 / 189	IDG 2017	RNB 2017 / 160
Bénin	4.4	Moyen	163	0.875	146
Burkina Faso	5.2	Elevé	183	0.870	145
Cap Vert	2.6	Faible	125	0.949	...
Côte d'Ivoire	6.0	Elevé	170	0.841	155
La Gambie	4.1	Moyen	174	0.890	149
Ghana	3.8	Moyen	140	0.910	131
Guinée	4.6	Moyen	175	0.810	...
Guinée Bissau	5.1	Elevé	177
Libéria	5.3	Elevé	181	0.846	154
Mali	6.4	Elevé	182	0.811	157
Niger	6.7	Très élevé	189	0.812	151
Nigéria	6.9	Très élevé	157	0.868
Sénégal	5.0	Elevé	164	0.911	124

²² Scheuren, J-M.; le Polain de Waroux, O.; Below, R.; Guha-Sapir, D.; Ponserre, S. (2007) "Annual Disaster Statistical Review: The Numbers and Trends". Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED).

²³ Ibrahim, B., J. Polcher, H. Karambiri, et B. Rockel. (2012). "Characterization of the Rainy Season in Burkina Faso and It's Representation by Regional Climate Models." *Climate Dynamics* 39 (6): 1287–1302.

²⁴ USAID (2017). *Climate Change Risk in West Africa Sahel: Regional Fact Sheet*. April 2017. Climate Change Adaptation, Thought Leadership and Assessments (ATLAS).

²⁵ INFORM. (2019). *INFORM Report 2019: Shared Evidence for Managing Crises and Disasters*.

Sierra Leone	5.3	Elevé	184	0.872	150
Togo	4.6	Moyen	165	0.822	140

Malgré une forte croissance économique régionale ces dernières années, les gains économiques ne se sont pas traduits en un développement économique et social généralisé. La région est toujours parmi les régions les plus pauvres d'Afrique subsaharienne, avec environ 43 pour cent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté international de 1,90 dollar par jour.²⁶ Les conséquences tragiques de ces taux élevés de pauvreté en termes de développement humain ressortent également des données disponibles, les femmes étant particulièrement touchées. Selon une compilation comparative par sous-région de l'Indice d'inégalité de genre du PNUD, l'Afrique de l'Ouest se classe au premier rang des sous-régions africaines en termes d'inégalité entre les sexes, suivie de l'Afrique centrale.²⁷ Les défis persistants auxquels sont confrontées les femmes dans la région comprennent l'analphabétisme, les obstacles liés aux coutumes et aux traditions, le manque de sensibilité au genre dans les politiques macroéconomiques et les budgets, et l'accès limité à la gouvernance et aux droits fonciers, particulièrement pour les femmes rurales, ainsi qu'aux ressources productives.²⁸

Dans les années à venir, il est probable que la vulnérabilité aux aléas naturels dans la région de la CEDEAO s'aggrave en raison entre autres des niveaux élevés de pauvreté, de la croissance démographique rapide et des crises humanitaires chroniques dues aux sécheresses récurrentes, inondations, insécurité alimentaire, épidémies et conflits violents. Les impacts auraient de profondes répercussions sur la diminution de la disponibilité de l'eau et l'augmentation de l'insécurité alimentaire, ce qui risquerait d'exacerber la discorde sociale et les conflits dans la région. Les plus grands impacts seraient ressentis par les pauvres des zones rurales, dont la majorité sont des femmes et des filles ; la grande majorité étant sans terre, ayant un emploi marginal et dépendant de manière disproportionnée de moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles à petite échelle qui dépendent des conditions climatiques favorables.²⁹

La majorité des sécheresses dans la région de la CEDEAO se produisent au Sahel en raison de ses conditions semi-arides et subhumides. Le Sahel a une saison de croissance très courte, limitée à trois ou quatre mois de pluies estivales variables (juin-septembre) et est très vulnérable aux chocs climatiques en raison de sa production agricole limitée.³⁰ La forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale et du pastoralisme exacerbe encore les incidences de la sécheresse et ses impacts sur la disponibilité en eau et la sécurité alimentaire. La région se remet encore de la crise alimentaire provoquée par les graves sécheresses de 2005, 2008, 2010 et 2012, qui ont aggravé l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement et la situation de pauvreté généralisée.³¹ Les périodes de sécheresse prolongées, les conditions de sécheresse et les vents violents déclenchent souvent des feux de brousse incontrôlés, qui peuvent détruire de vastes étendues de terres agricoles et de forêts, comme lors de la grave sécheresse des années 80 qui a provoqué des incendies de forêt et détruit environ 50 % de la végétation de la région.³²

La dépendance de l'économie de l'Afrique de l'Ouest à l'égard de l'agriculture, qui représente environ 35 pour cent du produit intérieur brut (PIB) de la région et emploie 60 pour cent de la population active, signifie qu'une grande partie de la population est vulnérable aux sécheresses et à la variabilité accrue du climat.³³ L'impact matériel de la sécheresse sur les femmes rurales est

²⁶ BAfD. (2018). "West Africa Economic Outlook 2018". Groupe de la Banque Africaine de Développement.

²⁷ PNUD, Central Africa: a Sub-Region Falling Behind?, UNDP Sub-Regional Strategy Assessment Report No. 1, March 2017.

²⁸ ONU Femmes. (2014). "The Gender Agenda in West and Central Africa. Target 2015: Progress on the Horizon?" United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women.

²⁹ IFAD. (2015). "Gender and Rural Development Brief: West and Central Africa". International Fund for Agricultural Development.

³⁰ USAID (2017). Climate Change Risk in West Africa Sahel: Regional Fact Sheet. April 2017. Climate Change Adaptation, Thought Leadership and Assessments (ATLAS).

³¹ Ibid.

³² FAO. (2007). "Fire Management Global Assessment 2006. A thematic study prepared in the framework of the Global Forest Resources Assessment 2005." Food and Agriculture Organisation.

³³ USAID. (2019) "Agriculture and Food Security: West Africa Region."

bien documenté, les mauvaises récoltes induites par la sécheresse étant liées à des déficits alimentaires, à une baisse des revenus, à une migration masculine accrue et, par conséquent, à une augmentation de la charge de travail des femmes.³⁴ La sécheresse et ses impacts sur l'agriculture, l'élevage et les ressources en eau présentent des défis supplémentaires pour les femmes en raison de leur dépendance disproportionnée à l'égard des moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles à petite échelle qui dépendent de conditions climatiques favorables, comme les précipitations et la température.

On estime que les femmes représentent 70 pour cent de la population active dans le secteur agricole dans l'ensemble de la région et 89 pour cent au Sahel et qu'elles continuent d'assumer une part croissante de la responsabilité de l'agriculture, les hommes et les garçons actifs ayant migré vers les centres urbains en raison du chômage rural.³⁵ En conséquence, des phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents et plus intenses liés au climat, tels que les sécheresses et les inondations et les effets connexes liés aux pertes économiques, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle accrue et à la perte des moyens de subsistance, ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles et peuvent aggraver les inégalités existantes entre les sexes. Cette situation est encore compliquée par des taux de pauvreté plus élevés chez les femmes et par des rôles et des responsabilités socialement assignés, ce qui alourdit encore le fardeau du travail des femmes pour la plupart des travaux domestiques.

Les sécheresses provoquent de longues heures de travail dans les champs lorsque les agriculteurs essaient de diversifier leurs cultures ou de replanter des semences pour assurer une récolte suffisante, les femmes devant parfois replanter jusqu'à sept fois pendant la saison sèche par manque d'eau.³⁶ Les sécheresses ont également un impact négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les femmes et les filles étant souvent les plus touchées par ces impacts au niveau du ménage car elles réduisent leur apport calorique au profit du chef de famille ou des garçons. La malnutrition, qu'elle soit aiguë ou chronique, est susceptible de survenir à la suite d'une catastrophe telle qu'une sécheresse ou une inondation. Le risque de malnutrition est plus élevé pour les groupes de population les plus vulnérables en raison du manque de nourriture et de la détérioration des conditions d'hygiène et d'assainissement, particulièrement pour les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les malades chroniques.

Outre leur participation à l'agriculture, les femmes sont responsables de la majeure partie du travail domestique, en particulier de la corvée d'eau et de la collecte de charbon de bois et de bois de feu pour la cuisson et le chauffage. Dans le contexte de l'augmentation du stress hydrique et de la prévalence de la sécheresse, les femmes et les filles sont forcées de parcourir de plus longues distances pour aller chercher de l'eau, ce qui pèse davantage sur le temps de reproduction et le travail des femmes et accroît le risque de violence à caractère sexuel à mesure que leur temps de déplacement augmente.³⁷

Dans le Sénégal rural, par exemple, les saisons des pluies sont plus courtes qu'auparavant et les précipitations totales ont diminué de 35 pour cent au cours des deux dernières décennies. Par conséquent, les femmes doivent maintenant parcourir de plus longues distances à pied pour aller chercher de l'eau potable, de cuisson et de lavage.³⁸ Les responsabilités ménagères et le fardeau des soins auxquels sont confrontées les femmes signifient qu'elles s'occupent également de leurs enfants, des personnes âgées et des personnes en mauvaise santé. Ces responsabilités peuvent occuper environ cinq heures par jour et les sécheresses représentent un fardeau supplémentaire pour le temps, la santé et la sécurité des femmes. Le fait d'être confrontés à de plus longues

³⁴ Tichagwa, W. (1994). "The Effects of Drought on the Condition of Women." *Gender and Development*. Volume 2, 1994 – Issue 1: Women and Emergencies.

³⁵ IFAD. (2015). "Gender and Rural Development Brief: West and Central Africa". International Fund for Agricultural Development.

³⁶ Murungweni, C.; Van Wijk, M. T.; Smaling, E. M. A.; Giller, K. E. (2016) "Climate-smart crop production in semi-arid areas through increased knowledge of varieties, environment and management factors." *Nutr. Cycl. Agroecosyst.* 105:183–197.

³⁷ Le Masson, V. (2016). "Gender and Resilience: from Theory to Practice". BRACED. Working paper, 60 p.

³⁸ WEDO. (2003). "Untapped Connections: Gender, Water and Poverty." Women's Environment and Development Organization (WEDO).

distances à la recherche de ressources naturelles a non seulement un impact sur leur qualité de vie mais les rend également plus vulnérables à des cas de violence à caractère sexuel.

En plus des sécheresses, les inondations sont fréquentes dans toute l'Afrique de l'Ouest. Des inondations saisonnières ont lieu autour des principaux systèmes fluviaux de l'espace CEDEAO, soit les fleuves Niger, Sénégal et Volta, ainsi que plusieurs rivières. En particulier, les régions densément peuplées du delta des principaux fleuves, comme le delta du Niger, souffrent d'importantes inondations. L'impact est exacerbé par la faiblesse de la protection contre les inondations, l'insuffisance des systèmes de drainage urbain et l'augmentation du ruissellement due à la dégradation des terres. Les inondations urbaines constituent une menace constante dans l'ensemble de la sous-région ; les zones urbaines à croissance rapide sont souvent situées dans des deltas de faible élévation ou dans des zones côtières directement exposées à l'élévation du niveau de la mer, à la déferlante côtière et aux inondations. Les femmes ont tendance à être plus durement touchées pendant et après les inondations en raison de divers facteurs : les informations d'alerte sont généralement transmises aux hommes dans les espaces publics ; les restrictions culturelles et comportementales et les rôles attribués par la société affectent la mobilité des femmes (par exemple, lorsqu'elles ne sont pas autorisées à quitter la maison sans un homme pour les accompagner ou lorsqu'elles sont responsables du soin des enfants, personnes âgées ou malades) ou leur capacité de nager est limitée.

En tant que catastrophes à déclenchement rapide, les inondations causent des dommages considérables aux infrastructures, aux logements et à l'agriculture et ont souvent des effets dévastateurs sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. Les impacts des inondations sont singulièrement prononcés pour les femmes, en particulier pour les ménages dirigés par des femmes qui constituent la grande majorité des agriculteurs de subsistance dans la sous-région. Les inondations entraînent souvent la dévastation complète des récoltes ou une baisse significative des rendements, ce qui aggrave les problèmes de vulnérabilité existants tels que la malnutrition aiguë et l'insécurité alimentaire. Les inondations perturbent également les services essentiels, telles que l'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que les établissements de soins de santé. En conséquence, les femmes ont un accès limité à des services d'accouchements sans danger, ce qui augmente le risque de grossesse non médicalisée et expose les femmes enceintes à des complications qui mettent leur vie en danger. En outre, il est fréquent que les inondations soient associées à des épidémies et à des maladies d'origine hydrique, comme le choléra, la typhoïde et la diarrhée. Les femmes et les enfants sont souvent les plus touchés par ces épidémies en raison de l'accès limité à l'eau et aux installations sanitaires. En effet, lorsqu'elles doivent se rendre plus souvent ou plus loin dans des lieux éloignés et peu sûrs, comme les points de collecte d'eau, les installations sanitaires et les centres sanitaires, les femmes et les filles sont alors exposées à un risque accru de violence à caractère sexuel.

En outre, la violence à caractère sexuel tend à augmenter pendant et après les catastrophes ainsi que les autres formes de harcèlement et d'abus.³⁹ Dans les situations de secours en cas de catastrophe, les femmes et les filles déplacées courent un risque accru de subir des violences à caractère sexuel dans les points de distribution de l'aide, dans les installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), dans les abris dangereux comme les tentes communautaires et dans les zones où l'éclairage est faible. Les auteurs sont souvent en position d'autorité (police, responsables de la sécurité, dirigeants communautaires, enseignants, employeurs, propriétaires terriens, travailleurs humanitaires) et demandent des faveurs sexuelles en échange d'une aide humanitaire, comme de la nourriture ou des médicaments.

Les femmes et les filles sont également plus susceptibles que les hommes de mourir au cours d'une catastrophe en raison de restrictions culturelles et comportementales qui affectent la mobilité des femmes et les rôles et responsabilités socialement assignés (par exemple, la garde des

³⁹ Neumayer, E., et Plumper, T. (2007). "The Gendered Nature of Natural Disasters: the Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy 1981- 2002". *Annals of the Association of American Geographers* / 8.

enfants, des personnes âgées ou malades).⁴⁰ Selon la culture, les codes vestimentaires restrictifs affectent la mobilité des femmes d'une manière qui peut s'avérer mortelle lors de catastrophes soudaines, en particulier les inondations, car les compétences qui pourraient être essentielles à la survie, comme l'escalade et la natation, sont souvent enseignées uniquement aux garçons. En outre, les femmes ont tendance à hésiter à se réfugier dans des abris sûrs pendant les catastrophes de peur de perdre leurs enfants et leurs biens ménagers, comme le bétail. Les femmes sont également souvent plus vulnérables aux catastrophes soudaines étant donné leur accès limité aux alertes précoces ou aux informations pertinentes pour la prévention des catastrophes. Par exemple, les femmes peuvent ne pas recevoir d'alertes précoces si elles ne sont transmises qu'aux hommes dans les espaces publics.⁴¹ En outre, les dotations et le capital humain sous forme d'accès aux programmes de santé, d'éducation et de protection sociale influence la façon dont les femmes et les filles accèdent aux services de secours.

En raison de la marginalisation socio-économique des femmes, leur accès limité au crédit, le contrôle des ressources financières du ménage par leur mari et l'absence de droits de propriété ou de succession, les femmes n'ont que peu de ressources pour reconstruire ou mieux bâtir en cas de catastrophe. Le fardeau du rétablissement est lourd pour les ménages dirigés par une femme, y compris les veuves, qui sont la seule source de revenu et le principal pourvoyeur de soins pour leurs enfants. Les impacts sont encore plus prononcés pour les groupes vulnérables, les femmes et les jeunes, qui sont fortement représentés dans le secteur informel et dans l'agriculture de subsistance. Le même problème s'applique à l'accès et au contrôle des finances, particulièrement difficile dans le cas où les maris quittent les zones rurales et laissent leur femme faire face aux catastrophes, sans toutefois leur garantir l'accès au capital ou au crédit nécessaire pour réagir efficacement aux conséquences de celles-ci.

De plus, les hommes et les garçons sont beaucoup plus mobiles que les femmes et les filles. Lorsque des catastrophes se produisent, ils migrent souvent vers les zones urbaines à la recherche d'emplois non qualifiés pour financer leur relèvement. En comparaison, les femmes et les filles ne sont pas aussi mobiles compte tenu des rôles, des responsabilités et des attentes qui leur sont socialement assignés, comme de rester à la maison pour s'occuper de la famille même si elles n'ont ni les ressources ni l'autorité pour le faire. En outre, les disparités dans l'accès aux droits fonciers ont un impact négatif sur la capacité des femmes, en particulier dans les zones rurales, à reconstruire après une catastrophe. Par exemple, les règles régissant la propriété et le transfert des terres sont moins favorables aux femmes. Par conséquent, lorsqu'un homme meurt, sa femme et sa famille se retrouvent souvent sans terre, ce qui les rend très vulnérables à la pauvreté au lendemain d'une catastrophe et perpétue les inégalités entre les femmes et les hommes.

⁴⁰ Peterson, K. (2007). "Reaching out to Women when Disaster Strikes." Soroptimist White Paper. Soroptimist International of the Americas, Philadelphia.

⁴¹ PNUD (2012). "Overview of Linkages between Gender and Climate Change". Gender and Climate Change Training Module 1, United Nations Development Program Capacity Development Series.

ANNEX B : CADRES GLOBAUX ET CONTINENTAUX POUR L'EGALITE DES SEXES ET LA GRC TENANT COMPTE DES SEXOSPECIFICITES

Cadres Globaux

Le Cadre d'Action de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe (CSRRC)

Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 (qui actualise le Cadre d'action de Hyogo 2005-2015) a été adopté par 187 États membres lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe (CMRRC) en mars 2015 à Sendai, au Japon. L'adoption de Sendai a galvanisé les chefs d'État et de gouvernement de l'UA à exprimer leur ferme attachement à la réduction des risques de catastrophe. Le Cadre comprend des objectifs de leadership pour les femmes, des politiques tenant compte des sexes et une référence aux services de soins de santé sexuelle et reproductive. Cependant, les femmes sont souvent incluses avec les filles et les groupes marginalisés, faisant ainsi progresser le paradigme de la « victime » et le terme « égalité des sexes » n'apparaît pas dans le texte, pas plus qu'il n'y est fait référence aux droits humains des femmes.

Les quatre priorités du CSRRC sont les suivantes :

1. Comprendre les risques de catastrophe.
2. Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer.
3. Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience.
4. Améliorer la préparation pour une intervention efficace et pour « Faire et reconstruire mieux ».

Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et son Plan d'Action pour l'Égalité des Sexes

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a adopté son tout premier Plan d'action pour l'égalité des sexes lors de la Conférence des Parties (COP) de 2017. Le Plan d'action de la CCNUCC a été créé dans le cadre du Programme de travail de Lima relatif au genre afin de promouvoir la participation pleine, égale et significative des femmes et de promouvoir une politique climatique tenant compte de la dimension de genre. Le Plan d'action vise à appuyer et améliorer la mise en œuvre des décisions et des mandats en matière d'égalité des sexes adoptés jusqu'à présent dans le cadre du processus de la CCNUCC par le biais d'un ensemble d'activités spécifiques.

Programme d'Action de Beijing

Le Programme d'action de Beijing (1995) est l'un des cadres politiques mondiaux et plans d'action les plus complets et continue d'être une source d'orientation et d'inspiration pour atteindre l'égalité des sexes et accomplir les droits fondamentaux des femmes et des filles. Le Programme d'action couvre 12 domaines critiques : pauvreté, éducation et formation, santé, violence, conflits armés, économie, pouvoir et prise de décisions, mécanismes institutionnels, droits de l'homme, médias, environnement et filles. Pour chaque domaine critique de préoccupation, des objectifs stratégiques sont définis, ainsi qu'un catalogue détaillé des mesures connexes que les gouvernements et les autres parties prenantes doivent prendre aux niveaux national, régional et international.

Cadres Continentaux

Stratégie de l'UA pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes

La Stratégie de l'UA pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes (GEWE) 2018-2027 présente le plan de mise en œuvre de l'Aspiration 6 d'Action 2063 et les principes consacrés à l'article 4 (l) de l'Acte constitutif de l'UA : « Promotion de l'égalité entre les

hommes et les femmes » ainsi que des engagements clés à l'échelle continentale et mondiale. La stratégie a été adoptée par le Conseil exécutif en juillet 2018. Cette stratégie est la feuille de route de l'organisation pour respecter ses engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Selon la stratégie, des îlots de bonnes pratiques montrent qu'un changement rapide est possible dans le domaine de l'égalité des sexes. Par exemple, treize pays d'Afrique figurent aujourd'hui parmi les premiers pays du monde en ce qui concerne la représentation des femmes dans les parlements nationaux. Cela souligne l'importance des mesures temporaires spéciales pour promouvoir la parité entre les sexes dans la prise de décisions. La Stratégie s'articule autour de 4 piliers principaux, qui sont chacun « décomposés » en quatre niveaux différents qui comprennent, par ordre décroissant : Résultats ultimes, Résultats intermédiaires, Interventions et Activités. Le tableau ci-dessous indique le niveau supérieur « Pilier » avec le « Résultat ultime » souhaité.

Stratégie de l'UA en matière de genre : Piliers de l'égalité entre les femmes et les hommes			
1. Optimiser les résultats, les opportunités et les retombées technologiques	2. Dignité, sécurité et résilience	3. Lois, politiques et institutions performantes	4. Leadership, voix et visibilité
<p>1.1 Éducation et travail : Enseignement obligatoire et gratuit pour les filles et les femmes de 3 à 18 ans ; formation professionnelle axée sur le marché et programmes d'alphabétisation pour les jeunes et les femmes</p>	<p>2.1 Santé, droits sexuels et reproductifs, droits à la reproduction, HTP: Les femmes et les filles ont de plus grandes chances de survie, la nutrition et le bien-être sont améliorés et leur intégrité corporelle est protégée.</p>	<p>3.1 Protocole de Maputo : Les lois nationales et les systèmes judiciaires protègent et remplissent les droits des femmes à la propriété foncière et à l'héritage, l'éducation, l'égalité de revenus, les libertés civiles et l'intégrité physique comme stipulé dans la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, relatif aux droits des femmes</p>	<p>4.1 Leadership : Une participation égale et l'influence démontrée des femmes et des filles en matière de leadership et dans des postes de prise de décisions.</p>
<p>1.2 Autonomisation économique et inclusion financière : L'autonomie économique et la protection sociale pour les femmes et les filles.</p>	<p>2.2 Violences faites aux femmes et filles et processus de paix: Les violences faites aux femmes et les filles sont réduites, pénalisées et condamnées par la société, et les femmes participent au même titre que les hommes aux processus de paix.</p>	<p>3.2 Établissement des normes : Des lois et politiques nationales protègent et permettent aux femmes d'accéder et de jouir pleinement des opportunités et des bénéfices des projets phares de l'Agenda 2063 et d'autres projets continentaux de transformation</p>	<p>4.2 Voix : Les femmes et les filles s'expriment au même titre que les hommes et montrent leur aptitude à agir à la maison, au sein de la communauté et dans les espaces publics</p>
<p>1.3 Inclusion : Les femmes et les filles deviennent des utilisatrices plus actives et des personnes influentes dans l'espace technologique et des solutions technologiques en ligne, qui promeuvent</p>	<p>2.3 Sécurité humaine: Des engagements envers l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes dans le cadre de l'action humanitaire, de la migration et du Plan d'action de la Conférence des</p>	<p>3.3 Systèmes institutionnels de gouvernance du genre : Les institutions et organes de l'Union africaine, les États membres et les Communautés économiques régionales et la</p>	<p>4.3 Visibilité : Les femmes et les filles sont plus visibles et présentées comme des contributrices sociales égales dans les médias et dans les ressources</p>

<p>l'égalité hommes-femmes sont financées.</p>	<p>Parties pour que les femmes atteignent des niveaux plus élevés de mise en œuvre.</p>	<p>société civile ont la capacité requise pour honorer les engagements existants, prévoir de façon proactive, traiter les nouveaux défis et démontrer leur capacité à être transparentes et à rendre compte.</p>	<p>littéraires et culturelles.</p>
<p>Stratégies transversales : Identifier des programmes flexibles à fort impact mis en œuvre par synergie et gérés aux niveaux régional et national; accélérer le financement et le renforcement des capacités institutionnelles, y compris des OSC; identifier des partenariats et des synergies stratégiques; entreprendre des campagnes innovantes et mener des dialogues continus visant à transformer les normes sociales; éliminer la dichotomie entre les dispositions légales et les pratiques qui les sapent; mettre en application les engagements existants en matière d'égalité entre les hommes et les femmes; mobiliser les femmes et les hommes, les garçons et les filles; renforcer la responsabilité politique et sociale; adopter et plaider pour l'adoption de mesures spéciales temporaires visant à uniformiser les règles du jeu dans les domaines social, politique et économique ; la prise de décisions fondée sur des données et faits probants ; documenter et partager les bonnes pratiques et les modèles de réussite; et trouver des voies et moyens nouveaux et novateurs de mesurer le succès et de faire valoir les pratiques exemplaires.</p>			

ANNEX C : POLITIQUES NATIONALES À L'APPUI DU GRC, DU GENRE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pays	GRC		Genre		Changement Climatique	
	Ministère responsable	Politiques, stratégies et plans d'action	Ministère responsable	Politiques, stratégies et plans d'action	Ministère responsable	Politiques, stratégies et plans d'action
BÉNIN	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	(AUTRE) -Plan National d'Urgence (2015) -ALAFIA 2025 (<i>Stratégies de Développement du Bénin à Long Terme</i>) - Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté	Ministère de la Condition Féminine et du Développement Social	Politique National de Promotion du Genre au Bénin (2008)	Ministère du Milieu de Vie et du Développement Durable	-Stratégie Nationale pour un Développement Sobre en Carbone et Résilient au Changement Climatique -Programme d'Action National d'Adaptation (2008) -Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification (2005) -Stratégie de Développement Résilient au Carbone et aux Changements Climatiques (2016-2025)
BURKINA FASO	Bureau du Premier Ministre	-Loi 2012-2014 - Loi-Cadre sur la Prévention et la Gestion des Risques, des Crises Humanitaires et des Catastrophes (2014) -Plan National d'Urgence Multirisques pour la Préparation et la Réponse aux Catastrophes 2013 (roulant) - <i>Plan d'Action National pour le Renforcement des Capacités pour la Réduction des Risques, la Préparation et la Réponse aux Urgences au Burkina Faso 2016-2020</i>	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Famille	Burkina Faso Politique National du Genre (2009)	Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique	-Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (2015) -Plan d'Action National pour l'Adaptation au Changement Climatique et à la Variabilité (2015)
CABO VERDE	Agence Nationale de Protection Civile et Pompiers	<i>Estratégia nacional de redução de riscos de desastres (2010-2030)</i>	<i>Instituto Cabo-verdiano para a Igualdade e Equidade do Género (ICIEG)</i>	-Plan National pour l'Égalité des Sexes (2015-2018) - <i>Plano nacional para igualdade e equidade de género (1996-2000)</i> - <i>Plano nacional para igualdade e equidade de género (2005-2009)</i>	Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture	-Programme d'Action National d'Adaptation (2007) -Plan Stratégique de Développement Durable (2017-2021)

				-Plano nacional de combate a violencia baseads no genero (2006)		
CÔTE D'IVOIRE	Bureau du Premier Ministre Plateforme de Réduction des Risques et de Gestion des Catastrophes	-Plan d'Organisation des Secours (ORSEC) (2014) -Plan d'action national pour le renforcement des capacités en matière de RRC en Côte d'Ivoire (2016-2020) - Stratégie Nationale de Gestion des Risques de Catastrophe et Plan d'Action (2011) (AUTRE) Stratégie pour Relancer le Développement et Réduire la Pauvreté (2009)	Ministère de la solidarité, de la famille, des femmes et des enfants	-Plan stratégique de l'éducation des filles en Côte d'Ivoire (2007) -Politique nationale de l'égalité des chances, l'équité et le genre (2009) -Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le Genre (SNLVBG) (2012) -Plan d'action pour l'implémentation de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur les Femmes, Paix et Sécurité : adopté pour la période (2008-2012)	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Cadre National de Gestion du Risque Acridien (2014)
GAMBIE	Agence Nationale de Gestion des Catastrophes (NDMA)	-Programme Nationale de Gestion des Catastrophes: Plan d'Action Stratégique (2008-2011) -Politique Nationale de Gestion des Catastrophes (2007) -Loi Nationale sur la Gestion des Catastrophes (2008) -Acte National sur la Gestion des Catastrophes (2008)	Ministère de la Condition Féminine	- Politique Nationale du Genre au Gambie (2010-2020) - Politique Nationale de Genre et d'Autonomisation des Femmes (2010-2020) - Politique Nationale de Promotion de la Femme Gambienne (1999-2009)	Ministère de l'Environnement, du Changement Climatique et des Ressources Naturelles	Plan Stratégique pour la Biodiversité (2011-2020)
GHANA	Ministère de l'Intérieur		Ministère du Genre, des Enfants et de la Protection Sociale	Politique Nationale du Genre (2015)	Ministère de l'Environnement, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation	-Programme d'Action National de Lutte Contre la Sécheresse et la Désertification (2002) -Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique (2012) -Plan d'Action National pour une Agriculture et une Sécurité Alimentaire Intelligentes face au Climat (2016-2020) -Programmes d'Action du Plan National sur les Changements Climatiques (2015-2020) -Politique Nationale sur le Changement Climatique (2013)

GUINÉE	Agence Nationale de Gestion des Catastrophes et des Urgences Environnementales	Plan National de Gestion des Catastrophes (1996)	Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion des Intérêts des Femmes et de l'Enfance	Politique Nationale du Genre (2011)	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	-Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques de la République de Guinée (2007) -Programme d'action national de lutte contre la désertification (2006)
GUINÉE-BISSAU	Direction de la Protection Civile Nationale		Ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité Nationale	-Plano de Acção Nacional para a Implementação da Resolução 1325 (2000) -Política Nacional para a Promoção da Igualdade e Equidade de Género (2014)	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Programme d'Action National d'Adaptation au Changement Climatique (2007)
LIBÉRIA	Direction de la Protection Civile Nationale	Politique Nationale de Gestion des Catastrophes (2012)	Ministère du Genre, des Enfants et de la Protection Civile	-La Politique Nationale du Genre au Libéria (2009) -Le Plan d'Action National du Libéria pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 (2009) des Nations Unies	Agence de Protection de l'Environnement	-Politique Nationale et Stratégie de Réponse aux Changements Climatiques (2018) -Programme d'Action National d'Adaptation (2008)
MALI	Direction de la Protection Civile Nationale	-Plan national de contingence multirisque de préparation et de réponse aux catastrophes (2010) -Stratégie Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (2016)	Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et des Enfants	-Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali) (2011) -Plan d'Actions du Politique National Genre du Mali (2011-2013)	Ministère de l'Environnement	-Cadre de Gestion du Risque Acridien (CGRA) (2011) -Cadre de Gestion des Risques des Criquets (2012) -Programme d'Action National sur l'Adaptation au Changement Climatique (2007)
NIGER	Bureau du Premier Ministre	-Plan d'Action National de Renforcement des Capacités pour la Réduction des Risques de Catastrophe (2015) -Plan National de Contingence Multirisque Niger (2013) (OTHER) Accelerated Development and Poverty Reduction Strategy (2008-2012)	Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant	Politique nationale genre (2008-2018) Plan décennal de mise en œuvre de la politique nationale de genre (2009-2018)	Ministère de l'Environnement	-Plan national de gestion du risque acridien (PGRA) (2012) -National Adaptation Plan for Action (2006) -Plan d'Action National de Renforcement des Capacités pour la Réduction des Risques de Catastrophe (2015) -Plan National de Contingence Multirisque Niger (2013)
NIGÉRIA	Organisme Nationale de Gestion des Crises		Ministère Fédéral des Affaires de Genre	Cadre Stratégique du Politique du Genre - Plan de mise en œuvre (2008-2013) -Cadre National de Mise en œuvre Stratégique du Genre (NGSF)	Ministère Fédéral de l'Environnement	-Politique Nationale du Changement Climatique (2013) -Nigéria Vision 2020 (2010)

						-Politique Nigériane sur les Biocarburants et les Incitations (2007) Plan de Relance Économique et de Croissance (2017-2020)
SÉNÉGAL	Direction de la Protection Civile Nationale	-Cadre Nationale de Gestion des Catastrophes (2012) -(AUTRE) <i>Stratégie Nationale de Développement Économique et Social (SNDES) (2013-2017)</i>	Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre	<i>Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Équité de Genre au Sénégal (2015)</i>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Plan d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques (2012)
SIERRA LEONE	Département de la Gestion des Catastrophes, Bureau de la Sécurité Nationale	Politique du Gestion des Catastrophes (2006) Plan National de Préparation et d'Intervention en cas de Catastrophe (2006)	Ministère des Affaires Sociales, du Genre et des Enfants	-Politique Nationale d'Intégration de la Dimension de Genre (2009) -Plan Stratégique National sur le Genre 2009-2012 -Plan d'Action National (SILNAP) sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (UNSCR) sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (2009) -UNSCR 1820 sur la Violence Sexuelle (2010) -Politique Nationale de Promotion de la Femme (2009)	Ministère des Terres, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement	Plan d'Action National d'Adaptation (2007)
TOGO	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières		Ministère de l'Action Sociale	<i>Politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre du Togo (2011)</i>	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières	-Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (2017) -Programme National d'Adaptation pour l'Action (2009)

ANNEX D : CONSULTATIONS DES PARTIES PRÉNANTES DE LA CEDEAO

✓ indique que la consultation est terminée.

Tableau 1: Points focaux de réduction des risques de catastrophes ou représentants nommés

	Pays	Nom du Point Focal RRC	Titre Professionnel
✓	Bénin	Aristide Dagou	Directeur, Agence Nationale de Protection Civile Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
✓	Burkina Faso	Bakouan Florent	Secrétaire Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence (CONASUR), Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille
✓	Cabo Verde	Captain Renaldo Gomes Rodrigues	Service Nacional de Protecção Civil e Bombeiros
✓	Côte d'Ivoire	Dr Abdel Kader Toure	Secrétaire Exécutif de la Plateforme pour la Réduction des Risques des Catastrophes et la Gestion des Risques des Catastrophes
	Gambie	Sanna Dahaba	Directeur Exécutif, Agence Nationale de Gestion des Risques des Catastrophes (NDMA)
✓	Ghana	Charlotte Norman	Ministère de l'Intérieur Organisation Nationale de Gestion des Risques des Catastrophes
✓	Guinée	Alkaly Bangoura	Service National Du Gestion Des Catastrophes et Urgences Environnementales
	Guinée-Bissau	Alsau Sambu	Ministère de l'Intérieur, Direction de la Protection Civile
	Libéria	Henry O. Williams	Directeur Exécutif, Agence Nationale de Gestion des Risques des Catastrophes de Libéria (NDMA)
✓	Mali	Cheick Fanta Mady Kone	Chef de Bureau Secours Médical a la Direction Générale de la Protection Civile
✓	Niger	Adamou Oumarou	Cellule de Coordination du Système d'Alerte PRECOCE
	Nigéria	Benjamin Omobumhe Oghenah	Directeur Adjoint de la Réduction des Risques de Catastrophe, Agence Nationale de Gestion des Urgences de la Présidence
✓	Sénégal	M.Abdoulaye Noba Consulted with: Colonel Idriss Moulaye Coulibaly; and Abdoulaye Ndiaye	Directeur, Direction de la Protection Civile
	Sierra Leone	Margaret Kumba Kamara	Direction de la Gestion des Catastrophes, Bureau de la Sécurité Nationale (DMD / ONS)
	Togo		

Tableau 2: Points focaux de Genre ou représentants nommés

Country	Name of Focal Point	Designation	Telephone No:	Email
Burkina Faso	Edwige Ninon SANKARA /YAMEOGO	Directrice générale de la Femme et du Genre, Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	+226 70-29-99-41 / +226 78-91-85-86	karaninon@gmail.com
Côte d'Ivoire	Yaya Fanta Kaba Fofana	Directrice Exécutif Observatoire National de l'Équité et du Genre	(00225)05125525 (00225)03150565	kabayayafof@yahoo.fr observatoiredugenre@gmail.com
Guinea	Batouly Kaba	Directrice Nationale Adjointe, Genre et Equité, Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance/ Point Focal Genre du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre	+224 622-22-49-85/ +224 656-11-12-15	batoukaba@yahoo.fr
Mali	Médecin Lt. Col. Oumou Sanogo	Direction Générale de la Protection Civile, Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	+223 79-41-17-79	oumousanogo18@gmail.com
Nigeria	Tosin Victoria Apiriola	Fondatrice et Directrice Exécutive de Women Environment and Youth Development Initiative (WOYODEV)		woyodev@yahoo.com
Niger	Hamsatou Djibo Brazaki	Conseillère Technique en Genre, Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes	+227 96-87-85-27	abrazaki@mahgc.ne
Niger	Rabi Moussa Keita	Relations Publiques, Cellule de Genre, Ministère de l'Action	+227 97-12-30-60	rmoussakeita721@gmail.com

		Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes		
Togo	Yendounban Talguepo KANTCHE YOMOUNTE	Point Focal Genre, Direction de la Planification et des Opérations d'Urgence, Agence Nationale de la Protection Civile, Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	+ 228 90-83-75-15 / + 228 99-75-15-06	ykantche@yahoo.fr

Tableau 1 : Autres Intervenants Consultés

	Pays	Nom	Organisation	Type d'Organisation
✓	Bénin	Dr. Parfait Blalogue	ONG CREDEL	ONG
✓	Burkina Faso	Dr. Aymar Bossa	WASCAL	Milieu Universitaire
✓	Burkina Faso	Edwige Ninon SANKARA /YAMEOGO	Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	Gouvernement
✓	Cote d'Ivoire	Nicole Kouadio	Comité international de la Croix-Rouge	ONG
✓	Cote d'Ivoire	Konan Guillaume N'Goran	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Gouvernement
✓	Cote d'Ivoire	Florence Tanoh	Ministère de la Solidarité, de la Famille, des Femmes et des Enfants	Gouvernement
✓	Cote d'Ivoire	Jean-ROCK KOUADIO KIRINE	Chambre de Commerce et de l'Industrie	Secteur Privé
✓	Cote d'Ivoire	Aude Viviane Goulivas-Calle	Programme de productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest (PPAAO)	Semi-Publique
✓	Cote d'Ivoire	Dr. Franck Eba	Responsabilité Sociétale des Organisations de Cote d'Ivoire (RSO)	ONG
✓	Ghana	Gertrude Domfeh	Université du Ghana	Milieu Universitaire
✓	Guinée	Mamadou Tounkara	Direction Nationale de la Météorologie	Gouvernement

✓	Nigéria	Priscilla Achakpa	Women Environment Programme	ONG
✓	Nigéria	Tosin Victoria Apiriola	Women and Youth Development Initiative (WOYODEV)	ONG
✓	Nigéria	TABI H. JODA	Green Aid	ONG
✓	Sénégal	Oumou Koulibaly	AfricaAdapt Network - ENDA Tiers Monde – ENDA Energie	ONG
✓	Regionale	Dr. Mariame Maiga	Conseil de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF-WECARD)	Semi-Publique
✓	Regionale	Dr. Johnson Nkem Ndi	Bureau Régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale	Multilatérale

Tableau 4: Liste du personnel de la CEDEAO consulté

	Nom	Titre
✓	Sintiki Ugbe	Directrice, Affaires Humanitaires et Sociales
✓	Dr. Bolanle Adetoun	Directrice, Centre du Genre
✓	Sa'adatu Habib Shuaibu,	Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO, Direction des Affaires Politiques, Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité
✓	Essa Khan	Consultant CEDEAO RRC
✓	Mohammed Ibrahim	CEDEAO RRC
✓	Adama Bagayoko	Consultant CEDEAO Hydromet
✓	Aymar Bossa	WASCAL
✓	Kebba Touray	Direction de l'alerte précoce
✓	Abimbola Oyelohunnu	Direction des affaires humanitaires et sociales
✓	Ernest Aube	Agriculture
✓	Oluonye Peter	Services d'Investissement/Promotion

BIBLIOGRAPHIE

- Aguilar, L. (2004). "Changement Climatique et Atténuation des Catastrophes". Union Internationale pour la Conservation de la Nature.
- BAD. (2008). "Perspectives Économiques en Afrique de l'Ouest 2018". Groupe de la Banque Africaine de Développement.
Récupéré du site: <https://www.afdb.org/en/documents/document/west-africa-economic-outlook-2018-100849>
- Banque Mondiale. (2008). "Bâtir des Communautés Résilientes: Gestion des Risques et Réponse aux Catastrophes Naturelles Grâce aux Fonds Sociaux et aux Opérations Communautaires." Groupe de la Banque Mondiale. Récupéré du site: https://siteresources.worldbank.org/INTSF/Resources/Building_Resilient_Communities_Complete.pdf
- CEDEAO Acte Complémentaire Relatif à l'Égalité des Droits entre les Femmes et les Hommes pour le Développement Durable dans la Région de la CEDEAO (2015)
- Chew, L., et Ramdas, K. (2005) "Pris dans la Tempête: l'Impact des Catastrophes Naturelles sur les Femmes". Le Fonds Mondial pour les Femmes. Récupéré du site: <https://www.globalfundforwomen.org/wp-content/uploads/2006/11/disaster-report.pdf>
- FAO. (2007). "Évaluation Globale de la Gestion des Incendies 2006. Étude Thématique Préparée dans le Cadre de l'Évaluation Mondiale des Ressources Forestières 2005." Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
Récupéré du site: <http://www.fao.org/3/a0969e/a0969e00.htm>
- FIDA. (2015). "Dossier Genre et Développement Rural: Afrique de l'Ouest et Centrale." Fonds International de Développement Agricole.
Récupéré du site: <https://www.ifad.org/en/web/knowledge/publication/asset/39189195>
- GSMA. (2019). "Numérisation du Dernier Kilomètre Agricole au Ghana: le Produit mAgric de MTN Mobile Money". Récupéré du site: <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/digitising-the-agricultural-last-mile-in-ghana-mtn-mobile-moneys-magric/>
- Hemachandra, K., Amaratunga, D., Haigh, R. (2017). Rôle des Femmes dans la Gouvernance des Risques de Catastrophe. Ingénierie Procedia. 7e Conférence Internationale sur le Renforcement de la Résilience; Utiliser les onnaissances scientifiques pour éclairer les politiques et les pratiques de réduction des risques de catastrophe, ICBR2017, 27-29 novembre 2017, Bangkok, Thaïlande. Récupéré du site: <http://www.wocan.org/sites/default/files/1-s2.0-S1877705818301796-main.pdf>
- Ibrahim, B., J. Polcher, H. Karambiri, and B. Rockel. (2012). "Caractérisation de la Saison des Pluies au Burkina Faso et sa Représentation par les Modèles Climatiques Régionaux". Climate Dynamics 39 (6): 1287–1302.
- INFORM. (2019). Rapport INFORM 2019: Preuves Partagées pour la Gestion des Crises et des Catastrophes. Récupéré du site: [https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/Portals/0/InfoRM/2019/Inform%202019%20WEB%20spreads%20\(3\).pdf?ver=2019-02-07-113610-123](https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/Portals/0/InfoRM/2019/Inform%202019%20WEB%20spreads%20(3).pdf?ver=2019-02-07-113610-123)
- Le Masson, V. (2016). "Genre et Résilience: de la Théorie à la Pratique." BRACED. Document de travail, 60 p.

Murungweni, C.; Van Wijk, M. T.; Smaling, E. M. A.; Giller, K. E. (2016) "Production de Cultures Intelligentes face au Climat dans les Zones Semi-Arides Grâce à une Meilleure Connaissance des Variétés, de l'Environnement et des Facteurs de Gestion." *Nutr Cycl Agroecosyst* (2016) 105:183–197

Neumayer, E., & Plumper, T. (2007). "La Nature Sexospécifique des Catastrophes Naturelles: l'Impact des Événements Catastrophiques sur l'Écart Entre les Sexes dans l'Espérance de Vie, 1981-2002." *Annals of the Association of American Geographers* / 8

ONU FEMMES. (2014). "L'Agenda Genre en Afrique de l'Ouest et Centrale. 2015 (objectif): des Progrès à l'Horizon?" Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes. Récupéré du site: <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/7/west-and-central-africa-annual-report>

Peterson, K. (2007). "Tendre la Main aux Femmes en Cas de Catastrophe." Livre Blanc Soroptimist. Soroptimist International of the Americas, Philadelphie

PNUD (2009). "Égalité des Sexes et PNUD. En bref." Programme des Nations Unies pour le Développement. Récupéré du site: <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/fast-facts/english/FF-gender-equality-2009-EN.pdf>

PNUD (2012). "Aperçu des Liens entre le Genre et le Changement Climatique." Module 1 de Formation sur le Genre et le Changement Climatique, Série sur le Développement des Capacités du Programme des Nations Unies pour le Développement. Récupéré du site: <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/Gender%20and%20Environment/Training-module-Overview-of-linkages-between-gender-and-climate-change.pdf>

PNUD. (2017). "L'Afrique Centrale: une Sous-Région en Retard?" Rapport d'Évaluation de la Stratégie Sous-Régionale du PNUD n° 1, mars 2017. Récupéré du site: https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/UNDP_RBA_Central%20Africa%20Strategy_mar%202017_EN.pdf

Scheuren, J-M.; le Polain de Waroux, O.; Below, R.; Guha-Sapir, D.; Ponserre, S.. (2007) "Revue Statistique Annuelle des Catastrophes: les Chiffres et les Tendances". Centre de Recherche sur l'Épidémiologie des Catastrophes (CRED)

Tichagwa, W. (1994). "Les Effets de la Sécheresse sur la Condition des Femmes." Genre et Développement. Volume 2, 1994 - Numéro 1: Les Femmes et les Situations d'Urgence

USAID (2017). Risque de Changement Climatique en Afrique de l'Ouest Sahel: Fiche d'Information Régionale. Avril 2017. Adaptation au Changement Climatique, leadership Éclairé et Évaluations (ATLAS). Récupéré du site: https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017%20April_USAID%20ATLAS_Climate%20Change%20Risk%20Profile%20-%20Sahel.pdf

USAID. (2019) "Agriculture et Sécurité Alimentaire: Région de l'Afrique de l'Ouest." Récupéré du site: <https://www.usaid.gov/west-africa-regional/agriculture-and-food-security>

WEDO. (2003). "Connexions Inexploitées: Genre, Eau et Pauvreté." Organisation des Femmes pour l'Environnement et le Développement (WEDO). Récupéré du site: <https://wedo.org/untapped-connections-2003/>